



Plateforme pour la Gestion des Risques Agricoles

Rapport annuel 2023



PARTICIPATING TO THIS CONTEST WAS A HUGE RELATION. ALMOST TWO YEARS AGO I STARTED SEARCHING FOR MY ARTISTIC HERITAGE. I COMPLETELY SWITCHED THE AESTETIC OF MY WORKS TO MAKE WORKS THAT WERE CLOSE TO MY ROOTS AND THAT WAS BY PORTRAYING BLACK PEOPLE AND BLACK CULTURE. SUCH OPPORTUNITY WOULD'VE NEVER RISE IF IT WASN'T

BECAUSE I MADE THAT CHOICE THAT HELP ME CREATE THINGS THAT WERE MORE ALIGNED WITH MYSELF.

TODAY I AM CALLED TO BRING AWARENESS TO THESE AFRICAN HEROES. MOMS AND DADS DOING THE





ILLUSTRATION DE LA PAGE COUVERTURE

Artiste : Boris Akeem Aka

Instagram: @akeemakart

Titre : L'homme et son agneau

Nationalité : Côte d'Ivoire

Plateforme
pour la Gestion
des Risques Agricoles

Gérer les risques pour améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs

Avant-propos



Massimo Giovanola
Spécialiste technique principal, PARM

Dans un contexte d'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des risques agricoles liés à la variabilité du climat, le renforcement de la résilience du secteur agricole, en particulier par le biais des chaînes de valeur, la réduction des risques liés au système alimentaire et la sécurité alimentaire revêtent de plus en plus un caractère d'urgence, non seulement pour protéger les populations rurales contre les risques qui pèsent sur leurs revenus, mais aussi pour atténuer l'impact d'événements mondiaux imprévus tels que la pandémie de COVID-19 et les crises mondiales de plus en plus fréquentes, comme celles qui, plus récemment, ont ébranlé l'Ukraine et la bande de Gaza. Même si, le plus souvent, ce sont les plus pauvres qui paient le plus lourd tribut, puisque la pauvreté et les inégalités les exposent davantage aux risques et les empêchent de les gérer. Les conséquences des chocs mondiaux ont gravement affecté les économies des pays à revenu moyen ou élevé et leur capacité à gérer les risques.

Dans ce contexte, le Secrétariat de la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) a continué de fournir ses services en fonction de la demande pour aider les gouvernements à gérer

les risques pesant sur le secteur agricole. Actuellement, la plateforme intervient au Burkina Faso, au Burundi, au Ghana, en Éthiopie, à Madagascar, au Niger, au Sénégal et en Tunisie. En 2023, le Secrétariat est parvenu à adapter ses opérations, assurant ainsi l'exécution ordonnée de ses activités au niveau national. La PARM a notamment renforcé ses engagements nationaux dans le domaine de la gestion des risques agricoles, en fournissant une assistance technique et un appui au renforcement des capacités et à la gestion des connaissances, tout en avançant vers la réalisation des objectifs de gestion des risques agricoles à l'échelle mondiale.

Voici les grandes réalisations qui ont marqué 2023 :

a) Intégration de la nouvelle méthodologie d'évaluation des risques tout au long de **la chaîne de valeur** en prenant en compte l'égalité entre les hommes et les femmes. Le fait de se concentrer sur l'évaluation holistique des risques agricoles tout au long d'une chaîne de valeur pour des produits agricoles spécifiques permet de concevoir des stratégies et des outils de gestion des risques mieux adaptés et

plus attrayants pour les acteurs directs et indirects de la chaîne de valeur. Cette approche est non seulement pertinente pour un large éventail de parties prenantes, des petits exploitants agricoles aux transformateurs et aux investisseurs privés, mais elle permet également d'informer les politiques gouvernementales en vue d'allouer des investissements publics à la lutte contre les facteurs de volatilité qui sont exacerbés par le changement climatique. La mise en œuvre de cette nouvelle méthodologie basée sur la chaîne de valeur a permis d'évaluer les risques agricoles pour l'arachide et le maïs à Madagascar, qui sont désignés respectivement comme produits d'exportation et de sécurité alimentaire. Cette méthodologie est également appliquée en Tunisie pour deux chaînes de valeur, celle des céréales et celle de l'huile d'olive, et au Burundi pour le maïs, le riz et le lapin.

b) Promotion de nouveaux investissements dans le domaine de la gestion des risques agricoles, par la fourniture d'un soutien aux gouvernements du Burkina Faso, de l'Éthiopie, de Madagascar, du Niger



et du Sénégal pour la mobilisation de ressources destinées à financer les projets d'investissement conçus avec l'assistance technique de la PARM en 2022 et 2023. Les actions visant à mobiliser des bailleurs potentiels parmi les organismes multilatéraux et bilatéraux, le secteur privé et les entités publiques ont été intensifiées, débouchant sur des résultats prometteurs. Au Sénégal, le projet d'investissement PGRAAD a été intégré dans le Plan d'Action Prioritaire (PAP 3) du Plan Sénégal Émergent (le PAP constitue le nouveau cadre de mise en œuvre des investissements prioritaires sur les cinq prochaines années 2024-2028). En Éthiopie, des discussions sont en cours pour intégrer un certain nombre d'activités du CD4ARM (Renforcement des capacités pour la gestion des risques agricoles) dans le projet PACTE financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA). Quant au Burkina Faso, il procède actuellement à un réajustement du budget du Projet de gestion des risques agricoles pour la résilience aux aléas du climat et des marchés (PGRAAM) selon les exigences nationales afin de le rendre éligible au financement national. Cela fait suite à la formation sur l'utilisation de COSTAB dispensée par la PARM aux experts de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) en juillet 2023.

c) À Madagascar, au niveau national, mobilisation des politiques et des

partenariats dans le domaine de la gestion des risques agricoles (GRA)

par le biais d'une consultation technique des acteurs locaux afin d'enrichir les résultats préliminaires de l'étude d'évaluation des risques réalisée à l'aide de la méthodologie holistique de la chaîne de valeur récemment mise en œuvre et d'apporter des éléments nouveaux au projet qui a été conçu. La consultation technique a connu un taux de participation élevé et une implication forte de plus de 160 parties prenantes du Gouvernement, de la société civile, des partenaires techniques et financiers ainsi que du secteur privé. Elle a abouti à la validation par le Gouvernement, par le biais du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE), des résultats préliminaires de l'Étude d'évaluation des risques dans la chaîne de valeur agricole (AVC-RAS) et de l'aide-mémoire qui décrit les composantes clés du projet d'investissement à venir. Par ailleurs, la participation au Partenariat a permis au PARM de co-concevoir le projet d'investissement pour Madagascar avec la collaboration technique du FIDA, du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), de l'ICRISAT (Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides - centre du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)) et de l'Institut Norman Borlaug pour l'agriculture internationale de l'Université A&M du Texas.

d) Sensibilisation à la gestion des risques et renforcement des capacités dans ce domaine aux niveaux régional et national

par la mise en œuvre de 7 activités de renforcement des capacités, notamment un atelier régional de renforcement des capacités en France pour les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale et pour soutenir les communautés économiques régionales ; 2 ateliers à Madagascar (dont un en collaboration avec le bureau national du FIDA et un autre en collaboration avec le CAFFPA, un centre de formation rural bénéficiaire de la formation des formateurs de la Plateforme pour la gestion des risques agricoles visant à former les producteurs, les transformateurs et les universités dans les zones rurales ; 1 atelier en Tunisie ; 1 atelier organisé en collaboration avec le REPAFER, une organisation d'agriculteurs au Burkina Faso ; et 2 ateliers au Burundi, dont un consacré à des projets financés par le FIDA. Les activités de renforcement des capacités de la PARM ont permis de sensibiliser plus de 450 parties prenantes et formateurs ou spécialistes, dont plus de 150 femmes, formés à la Gestion des risques agricoles (GRA).

e) Partage et échange de connaissances sur la gestion des risques agricoles

par l'intermédiaire de la communauté de pratique du Forum pour la gestion des risques agricoles (FARM-D) qui a lancé une nouvelle plateforme interactive et a enregistré, en moins ▶

► d'un an, 500 membres actifs et 295 organisations enregistrées. FARM-D a promu 52 webinaires, organisé directement 10 webinaires et diffusé 220 ressources de connaissances à plus de 10 000 professionnels par le biais de bulletins d'information.

f) Promotion de la gestion des risques agricoles auprès des petits exploitants agricoles par le biais de la narration et des médias à l'occasion de la campagne mondiale PARM STORIES CHALLENGE - Farming Champions. Dans le cadre de ce challenge, la PARM invitait les journalistes et les professionnels des médias à créer une vidéo convaincante mettant en lumière les histoires d'exploitants ruraux qui ont mis au point des initiatives novatrices pour gérer les risques agricoles et améliorer leur propre résilience et leur productivité. Ce challenge a été organisé en partenariat avec Africa 21, un réseau regroupant environ 700 journalistes africains de 40 pays, spécialisés dans les questions de développement, et une plateforme d'échange entre professionnels des médias et chercheurs. Plus de 40 journalistes, cinéastes et professionnels des médias d'Afrique et de la diaspora ont soumis leurs reportages, parmi lesquels 10 vidéos ont été sélectionnées : trois lauréats et sept finalistes. Les vidéos des candidats ont été examinées par un jury chevronné composé de journalistes expérimentés (TV5 Monde, Télévision suisse et Group Nation Media), de spécialistes de la communication des Nations unies (FAO et FIDA) et d'un représentant des agriculteurs (FIFATA).

g) Nouveaux partenariats dans le domaine de la gestion des risques agricoles aux niveaux mondial, régional et national. Parmi ces partenaires figurent le **Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche Agricole** (WECARD/CORAF) et le **Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel** (CILSS), rencontrés par l'équipe de PARM lors de la 38^e réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires en France ; **Climate Bonds Initiative** (CBI, Initiative pour les obligations climat) ; les programmes **DEFIS** (Programme de développement de filières agricoles inclusives) et **AD2M** (Projet d'appui au développement des régions du Menabe et du Melaky) financés par le FIDA, la **société Soafiary (partenaire du FIDA)**, l'organisation paysanne **FIFATA** (partenaire de l'AFD) à

Madagascar ; **Investisseurs & Partenaires** (partenaire de l'AFD et du FIDA), le **projet ADAPT** financé par l'UE/AICS à travers des activités de renforcement des capacités et de gestion conjointe des connaissances dans le domaine de la gestion des risques agricoles ; **Equity Group Holdings** ; le projet **PRODER** du FIDA (*Programme de développement de l'entrepreneuriat rural*) ; **Burundi Fortified Food** (un client du PAM) ainsi que **UCODE** et **Twitezimbere**, deux établissements de microfinance bénéficiaires des projets **PRODEFI** (*Programme de développement sectoriel*) et **PTRPC** (*Programme transitoire de reconstruction après-conflit*).

h) Rôle plus important du secteur privé grâce à l'implication des entreprises du secteur privé dans les activités de renforcement des capacités, de gestion des connaissances et de mobilisation des ressources de la PARM. De plus, la PARM a introduit sa nouvelle méthodologie, l'évaluation des risques par chaîne de valeur, qui est plus intéressante pour les entreprises du secteur privé qui opèrent dans des chaînes de valeur données. La plateforme a également élaboré un document de réflexion sur la manière dont la PARM peut soutenir le secteur privé (et vice versa), qui identifie trois axes principaux de collaboration avec le secteur privé : (i) soutenir les investissements à impact par le biais de l'analyse des données sociales, économiques et environnementales ; (ii) soutenir la traçabilité et la transparence des chaînes de valeur pour permettre l'analyse des risques de la chaîne de valeur agricole (AVC) (sans déforestation, etc.) ; et (iii) créer une réserve des opérations non souveraines possibles identifiés par le biais des ateliers de renforcement des capacités et les former à la gestion des risques agricoles. Grâce à la médiation de la PARM avec le Fonds ABC du FIDA, un établissement de microfinance sénégalais formé par la PARM a pu accéder à une ligne de crédit de 3 millions d'USD. Les réunions bilatérales tenues avec les entreprises privées ont été utiles pour apporter de nouveaux éléments à l'étude d'évaluation des risques dans la chaîne de valeur agricole (AVC-RAS) de la PARM au Burundi. La phase pilote d'institutionnalisation du renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des risques agricoles au Burkina Faso et à Madagascar implique 3 entreprises privées (2 établissements

de microfinance et 1 organisation de femmes agricultrices). Cela confirme à quel point le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des risques agricoles est important pour réduire les risques liés aux investissements dans l'agriculture. Des négociations sont en cours entre la PARM et des acheteurs internationaux intéressés par les services qu'elle propose, tels que des études d'évaluation des risques.

i) Intégration des questions de genre dans les activités de la PARM et du programme INSURED grâce à la mise en œuvre de la stratégie de l'égalité femmes-hommes de la PARM. De nouveaux principes directeurs et de nouvelles notes sur l'égalité des sexes ont permis d'améliorer l'intégration des questions de genre dans la conception des projets. De plus, le développement de partenariats avec des organisations féminines ou liées à l'égalité des sexes au Burkina Faso, au Burundi, à Madagascar et en Tunisie a entraîné une augmentation significative de la participation des femmes aux activités de la PARM, y compris aux événements de gestion des connaissances et de renforcement des capacités. Des produits de connaissance (blogs, podcasts, etc.) sur les enseignements tirés de l'intégration des questions de genre dans la conception des projets de gestion des risques agricoles, ainsi que sur les liens avec des sujets connexes (par ex., la violence fondée sur le genre), ont été élaborés afin de générer des connaissances sur l'intégration des questions de genre dans la gestion des risques agricoles.

Le présent rapport fait le point sur les principaux résultats obtenus par la PARM en 2023, en mettant en exergue les activités menées en faveur de la gestion des risques agricoles. Il se penche sur les avancées importantes et les bons résultats obtenus en 2023 après les inquiétudes suscitées par la pandémie de COVID-19 les années précédentes et plus récemment, par la guerre en Ukraine. L'équipe de la PARM poursuivra sa collaboration avec divers partenaires dans l'objectif de soutenir les gouvernements souhaitant intégrer la gestion des risques agricoles dans leurs politiques nationales, développer et renforcer les capacités des populations locales, sensibiliser les parties prenantes et diffuser les meilleures pratiques susceptibles de les aider à mieux gérer les risques agricoles.



La gestion
des risques agricoles
peut contribuer
à une croissance
agricole durable.



Rapport Annuel 2023



Table des matières

10 Liste des acronymes et abréviations

14 À propos de la PARM

16 Nos résultats

18 La PARM en quelques chiffres

20 Gouvernance et administration

20 Secrétariat de la PARM

21 Collaboration avec le G20

21 Collaboration avec le Comité de pilotage

21 Collaboration avec le Comité consultatif

21 Intégration des questions de genre dans les activités de gestion des risques agricoles de la PARM

23 Évaluation externe à mi-parcours de la phase PARM Horizon 2

24 Principaux constats

24 Principales recommandations

25 Gestion des connaissances, renforcement des capacités et partenariats

25 Actions de gestion des connaissances, de communication et de promotion

39 Renforcement des capacités

42 Partenariats et collaborations à l'échelle internationale

45 Activités menées dans les pays

46 Burkina Faso

48 Sénégal

49 Niger

50 Éthiopie

51 Madagascar

54 Tunisie

55 Burundi

56 Ghana

58 Financement du programme

60 Rapport financier de la phase PARM H2 2019-2023 établi par le FIDA

64 Voie à suivre et enseignements tirés

66 Bibliothèque

Liste des Acronymes et Abréviations

ABC	Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole	CEAP	Coopérative des agriculteurs progressistes	DINAMO	Projet de développement inclusif de la petite agriculture de montagne dans le Nord-Ouest de la Tunisie
AC	Comité consultatif	CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	EAGC	Conseil des céréales d'Afrique de l'Est
ADAPT	Programme d'appui au développement durable des secteurs de l'agriculture et de la pêche artisanale en Tunisie	CEO	Directeur Général	EBRD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
AD2M	Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky	CFA	Franc CFA des États de l'Afrique de l'Ouest	EC	Commission Européenne
AFD	Agence Française de Développement	CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	EER	Étude d'évaluation des risques
BAD	Banque africaine de développement	CIAT	Centre international d'agriculture tropicale	EU	Union Européenne
AG	Agriculture	CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel	FAIRR	Risque et rendement des investissements dans les animaux d'élevage
AICS	Agence italienne de coopération pour le développement	CIMMYT	Centre international d'amélioration du maïs et du blé	FAO	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
AP/SFD	Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés du Burkina Faso	CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	FARM-D	Forum pour la gestion des risques agricoles en développement
AUDA	Agence de développement de l'Union africaine	CLO	Agent de liaison au niveau pays	FFR	Mécanisme de financement pour l'envoi de fond
AVP	Vice-présidence associée	CNAAS	Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal	FIDA	Fonds international de développement agricole
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale pour le développement	CNCR	Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux	FIFATA	Association pour le progrès des paysans
A&M	Agricole et mécanique	COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	FMO	Société néerlandaise de financement du développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique	CoP	Communauté de pratique	GBV	Violence fondée sur le genre
BM	Banque mondiale	CORAF	Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles	GCF	Fonds vert pour le climat
BMGF	Fondation Bill-et-Melinda-Gates	COSEM	Société mutuelle centrale des semences	GESI	Égalité de genre et inclusion sociale
BNDE	Banque nationale pour le développement économique	CPR	Centre de promotion rurale	GIC	Centre d'innovations vertes
BNI	Banque nationale de l'industrie	DAC	Comité d'aide au développement	GIZ	Agence allemande de coopération internationale
CABI	Centre international pour l'agriculture et les biosciences	DEFIS	Développement des filières agricoles inclusives	GOBF	Gouvernement du Burkina Faso
CAFPA	Centre d'Appui et Formation Professionnelle en Agriculture	DGESS	Direction Générale des études et des statistiques sectorielles	GOE	Gouvernement de l'Éthiopie
CBI	Initiative les obligations climat	DGFIOP	Direction générale du financement des investissements et des organismes professionnels	GOS	Gouvernement du Sénégal
CDRFI	Financement et assurance contre les risques climatiques et de catastrophes			GPR	Engagement mondial, partenariats et mobilisation des ressources
CD4ARM	Projet de renforcement des capacités pour la gestion des risques agricoles			GRA	Gestion des Risques Agricoles
				GRACIR	Gestion des risques agricoles pour la croissance inclusive et la résilience

HC3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (Les Nigériens, Nourrissent les Nigériens)	MARHP	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche maritime	PIN	Personne dans le besoin
ICO	Bureau national du FIDA	MINAE	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
ICRC	Comité international de la Croix-Rouge	MINEAGRIE	Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage	PRODEFI	Programme de développement des filières
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones semiarides	MoA	Ministre de l'Agriculture	PRODER	Programme de développement de l'entrepreneuriat rural
ICT	Technologies de l'information et de la communication	MTE	Évaluation à mi-parcours	PROPARCO	Société de Promotion et de participation pour la coopération économique
IFC	Société financière internationale	NCE	Extension sans coût	PSE	Plan Sénégal Émergent
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	PTF	Partenaire technique et financier
I&P	Investisseurs & Partenaires	OBNL	Organisation à but non lucratif	PTRPC	Programme Transitoire de Reconstruction Post-Conflit
IGP	Partenariat mondial InsuResilience	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	RC	Renforcement des capacités
IITA	Institut international d'agriculture tropicale	ONG	Organisations non-gouvernementales	RED F&S	Développement économique rural et Sécurité alimentaire
ILRI	Institut international de recherche sur l'élevage	ONU	Organisation des Nations unies	REPAFER	Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale
INAT	Institut national agronomique de Tunisie	ONS	Opération non souveraine	ROPPIA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
INSURED	Assurance pour la résilience et le développement économique des zones rurales	OP	Organisations de Producteurs	SC	Comité de pilotage
INST	Institutionnalisation du renforcement des capacités	PACT	Programme pour l'agriculture participative et la transformation face aux changements climatiques	SMMEC	Société Malagasy Mutualiste d'Épargne et de Crédit
IRF	Finance inclusive en milieu rural	PACTE	Projet d'Agriculture Contractuelle et de Transition Écologique	SNV	Organisation Néerlandaise de développement
IRRI	Institut international de recherche sur le riz	PAM	Programme alimentaire mondial	SOCABU	Société d'Assurances du Burundi
ISDB	Banque islamique de développement	PAMECAS	Partenariat pour la Mobilisation de l'Épargne et le Crédit Au Sénégal	TFP	Technical and Financial Partner
JICA	Agence japonaise de coopération internationale	PAP 3	Plan d'actions prioritaires	TOC	Théorie du changement
KfW	Banque de développement KfW	PARM	Plateforme pour la gestion des risques agricoles	TOR	Termes de références
KM	Gestion des connaissances	PARMN	Projet d'Atténuation des Risques de Marché au Niger	ToT	Formation de Formateurs
KOICA	Agence de coopération internationale de la République de Corée	PDR	Rapport de conception du projet	UCODE	Union pour la Coopération et le Développement-Microfinance
MAERSA	Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire (Sénégal)	PGRAAD	Projet de Gestion des Risques Agricoles pour une Agriculture Durable	UKAID	UK Aid Direct
MARAH	Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques (Burkina Faso)	PGRAAM	Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du Climat et des Marchés	UNCDF	Fonds d'équipement des Nations unies
		PH1	PARM Horizon 1	UNCPB	Union nationale des producteurs de coton du Burkina Faso
		PH2	PARM Horizon 2	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
				3BL	Triple Bilan comptable

1. Aperçu du programme

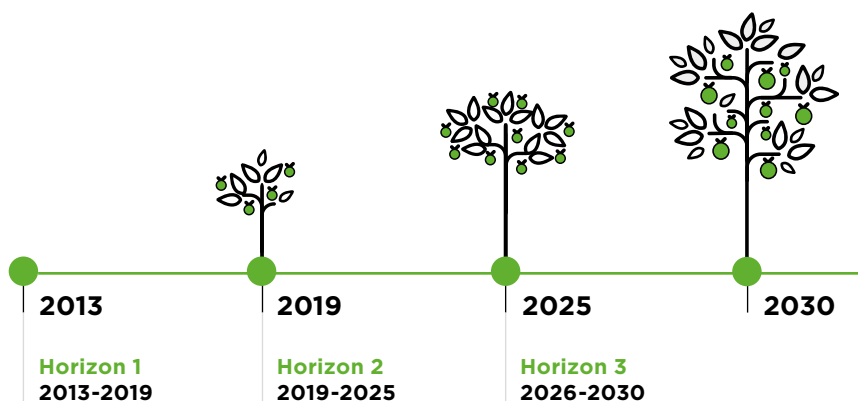
Aper-
çu du
pro-
gram-
me



À propos de la PARM

La **Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM)** est un partenariat mondial sur la gestion des risques agricoles (GRA) pour le développement. **Créée en 2013** à l'issue des discussions du G20 sur la croissance agricole et la sécurité alimentaire, elle fournit un appui technique aux gouvernements pour l'intégration de la GRA dans les politiques, les capacités institutionnelles et les investissements, afin de passer d'une culture qui fait face aux catastrophes vers une gestion intelligente des risques sensible au genre.

PARM horizons



Évaluer

Évaluation et priorisation des risques agricoles

PARM fournit un appui technique à ses pays partenaires en **évaluant et en hiérarchisant les risques agricoles de manière systématique et holistique**. Cette approche est sensible au genre et consiste à quantifier et mesurer simultanément l'impact de différents risques. Il peut être appliqué au secteur agricole dans son ensemble ou à des chaînes de valeur spécifiques.

Formuler

Identification des bons outils et formulation de projets d'investissement

La PARM travaille en collaboration avec ses pays partenaires pour identifier les **outils nécessaires** pour répondre à leurs risques prioritaires afin de formuler des **projets d'investissement, mobiliser des ressources et soutenir leur mise en œuvre**.

Apprendre

L'apprentissage conjoint pour renforcer les capacités de gestion des risques

La PARM facilite un processus de **cycles d'apprentissage conjoints** ciblant les parties prenantes du pays pour **renforcer l'expertise locale** et les **capacités institutionnelles** de gestion des risques agricoles sensibles au genre.

Partager

Création d'espaces d'échange de connaissances et de partenariats

La PARM joue un rôle unique de diffuseur de connaissances qui se mobilise au sein des **communautés de pratique mondiales et locales** en facilitant la **génération, l'accès, le partage de connaissances** et en stimulant les **partenariats en matière de GRA**.

Notre portée géographique

PARM Horizon 2 currently focus on sub-Saharan Africa, however it may expand its geographical scope to other regions in response to the new global needs and donors priorities.

The first group of target countries of PARM Horizon 2 are: Burkina Faso, Ethiopia, Niger and Senegal. A second group of country will be selected in the course of the programme.



Critères de sélection

Les principaux critères de sélection de pays cible sont basés sur :

1. la présence de risques agricoles et la nécessité d'intégrer une démarche holistique à la GRA ;
2. l'engagement officiel de la part du gouvernement ;
3. la présence de politiques, programmes et stratégies en matière de GRA.

Nos partenaires

La PARM est dirigée par un Comité de Pilotage, un Comité Consultatif et le Secrétariat, logé au sein du Fonds international de développement agricole (FIDA). La PARM coopère aussi avec d'autres partenaires d'organisations de développement, du secteur privé, d'universités et d'instituts de recherche.

Comité de Pilotage



Comité Consultatif



2. Nos resultats

Nos resultats resultats



2.1. La PARM en quelques chiffres

Intégration de la gestion des risques agricoles dans les politiques et les plans d'investissement nationaux et mondiaux



26.6^{USD M}

3

La GRA est reconnue, à l'échelle mondiale, comme une initiative de premier plan dans le domaine de la gestion des risques agricoles et a été érigée en priorité dans les déclarations des ministres de l'agriculture participant au G20

Contributions des gouvernements au financement de projets conçus dans le cadre de la PARM (Burkina Faso, Éthiopie, Madagascar, Niger et Sénégal)

Études d'évaluation des risques agricoles fondées sur la nouvelle méthodologie de la chaîne de valeur

Genre et inclusion sociale dans la gestion des risques agricoles



+150

+120

6

Femmes formées à la gestion des risques agricoles

Jeunes formés à la gestion des risques agricoles

Événements et supports de connaissance consacrés au genre et à l'inclusion sociale dans la gestion des risques agricoles

Création et diffusion de supports de connaissances sur la GRA



43

25

+3^M

Supports de connaissance

Événements et webinaires consacrés à la mise en commun des connaissances organisés aux niveaux national, régional et mondial

Personnes sensibilisées par des campagnes, des webinaires, des événements de partage des connaissances et des communautés de pratique à l'échelle mondiale

Renforcement des capacités sur la gestion des risques agricoles



+450

Parties prenantes formées à la gestion des risques agricoles

7

Organisations ont institutionnalisé la gestion des risques agricoles dans les programmes d'études universitaires, les supports de formation et les pratiques du secteur privé

+70

Formateurs et experts du monde universitaire et des méso-institutions formés à la gestion des risques agricoles

Rôle plus important du secteur privé



84

Acteurs du secteur privé impliqués dans la gestion des risques agricoles et formés à celle-ci

3 USD M

Prêt reçu par PAMECAS du Fonds ABC grâce également au rôle de courtier joué par la PARM

Intégration des priorités du secteur privé dans l'étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole (AVC-RAS) de la PARM et dans les projets d'investissement

Promouvoir les partenariats avec la PARM



960

Professionnels intégrés dans la communauté de pratique de la gestion des risques agricoles – FARM-D

+290

Partenariat avec **le réseau pour des services financiers inclusifs** en milieu rural du FIDA

Organisations ont rejoint la communauté de pratique de la gestion des risques agricoles – FARM-D

2.2. Gouvernance et administration

Secrétariat de la PARM

Le secrétariat de la PARM a été fondé en septembre 2014 et est hébergé par le FIDA.

Le secrétariat de la PARM a été fondé en septembre 2014 et est hébergé par le FIDA. Il est chargé de gérer le programme et de mettre en œuvre le processus de la PARM, d'assurer la liaison avec les clients, les donateurs et les partenaires, et de les mettre en relation avec les prestataires de services/ professionnels ayant une expertise spécifique dans le domaine de la gestion des risques agricoles.

Au niveau national, outre **les officiers de liaison pays (CLO)** déjà actifs au Burkina Faso, en Éthiopie, à Madagascar, au Niger et au Sénégal, de **nouvelles ressources** ont été recrutées en Tunisie, au Burundi et au Ghana.

Le secrétariat de la PARM coordonne et collabore étroitement avec d'autres partenaires issus d'organisations de développement, du secteur privé, d'universités, d'instituts de recherche, etc.

Après les perturbations infligées par la COVID-19, le secrétariat de la PARM est, depuis le milieu de l'année 2021, pleinement opérationnel.



Massimo Giovanola
Spécialiste technique principal



Jean-Claude Bidogeza
Spécialiste technique



Carlos Arce
Conseiller technique principal



Tristan Lecotty
Conseiller technique principal



Johana Simao
Experte en genre



Dorcas Mayala Ntumba
Spécialiste de la gestion des connaissances, de la communication et des partenariats



Francesca Nugnes
Experte en développement des capacités



Alessandra Esposito
Assistante administrative



Tara James
Spécialiste de l'agriculture et de l'assurance climatique (équipe INSURED)



Imaïne Abada
Programme Analyst (INSURED Team)



Anaïs Petitjean
Community of Practice & Digital Media Analyst



Carlos Tomas Lora Acosta
Brand & Digital Communication Specialist

Collaboration avec

G20

Par l'intermédiaire de la division Engagement mondial, partenariat et mobilisation des ressources (GPR) du FIDA, la PARM a, en tant que partie intégrante de son exercice de d'évaluation, présenté un rapport au G20 lors de la réunion des ministres de l'Agriculture du G20 qui s'est tenue en février à Indore, en Inde. La PARM a présenté sa nouvelle méthodologie AVC (Chaîne de valeur agricole) d'évaluation des risques agricoles et a promu la GRA comme l'un des catalyseurs de systèmes alimentaires durables, d'une sécurité alimentaire accrue, d'investissements sans risque et d'investissements ruraux optimisés tout au long de la chaîne de valeur. Au-delà de cela, la PARM a été mise en avant dans l'agenda mondial avec l'intégration des résultats de la GRA et de la PARM dans la déclaration finale de la déclaration 2023 des ministres de l'Agriculture.



Le Comité de pilotage

En 2023, le Secrétariat a organisé deux réunions du Comité de pilotage, selon les modalités suivantes :

- **Une réunion d'examen annuelle (3 juillet)** au cours de laquelle ont été présentées les activités et les dépenses de l'année précédente ;
- **Une réunion annuelle de planification (13 décembre)** au cours de laquelle seront présentés la planification et le budget pour l'année à venir.



Le Comité consultatif

C'est avec succès que le Secrétariat a relancé le Comité consultatif après 4 ans d'une interruption principalement due à la COVID-19. Le 18 avril 2023, la PARM a organisé la 6e réunion du Comité consultatif. Cette occasion fut idéale pour redéfinir la collaboration entre la PARM et les membres du Comité consultatif dans le but d'identifier des synergies concrètes au cours de la mise en œuvre de PARM Horizon 2 (2019-2025), en particulier au niveau national où la PARM propose de nouvelles approches et de nouveaux outils pour intégrer la gestion des risques agricoles dans les politiques nationales et dans les plans d'investissement des gouvernements hôtes. Les membres du Comité consultatif issus d'Agrinatura, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM), du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) se sont joints à la discussion. Les membres du Comité consultatif ont pu en élire la nouvelle présidente, Mme Providence Mavubi, Directrice Industrie et Agriculture au COMESA, qui a coprésidé la réunion aux côtés du point focal du Secrétariat de la PARM. Mme Providence sera chargée de la coordination des activités du Comité consultatif pendant un an.

Intégration des questions de genre et d'inclusion sociale dans les activités de la PARM

La PARM a continué à intégrer la dimension de parité femmes-hommes dans son processus aux niveaux national, régional et mondial, en se fondant sur les orientations de la stratégie pour l'égalité de genre élaborée en 2019, ainsi que sur des documents et des outils internes. Afin de garantir la participation et la contribution des femmes aux activités de la PARM, la Plateforme a toujours invité des organisations féminines (la participation moyenne des femmes a été supérieure à 50 %) à ses ateliers de renforcement des capacités et de gestion des connaissances, et a inclus des présentations et des sessions de formation consacrées au genre et à l'inclusion

sociale dans le programme afin de sensibiliser aux différences et aux discriminations fondées sur le genre et la société dans la gestion des risques agricoles. L'analyse des questions sociales et de genre a constitué l'un des critères de sélection des plans d'action pour l'institutionnalisation de la gestion des risques agricoles dans les pays où la PARM est opérationnelle. De janvier à décembre 2023, la PARM a inscrit le genre et l'inclusion sociale dans une approche transversale et a converti son engagement en action concrète dans le cadre de ses activités, y compris le processus national et les piliers de la PARM. Il s'agit notamment de la gestion des connaissances,



du renforcement des capacités, des webinaires, des partenariats et des activités techniques. La PARM est profondément consciente de l'impact que les contraintes et les restrictions fondées sur le genre et la société engendrent sur la capacité des petits exploitants agricoles à participer aux processus de prise de décision et à accéder à des services permettant d'assurer une gestion solide et inclusive des risques agricoles (GRA). **ENCADRÉ 1**

Mise en oeuvre de la stratégie pour l'égalité femmes-hommes de la PARM

La PARM est consciente que des déterminants sociaux tels que le genre, l'âge, l'ethnicité et le handicap ont une incidence sur la façon dont les agriculteurs sont touchés par les risques et sur leur capacité à s'en prémunir. Pour évaluer et hiérarchiser les risques avec précision et répertorier les outils qui peuvent aider à y faire face, la PARM (et les praticiens de la gestion des risques agricoles) prend désormais en compte les contraintes, les besoins et les capacités liés à la question du genre et aux questions sociales dans la gestion des risques. Dans le cadre de son mandat et des intérêts qui l'animent, la PARM entend promouvoir et faire connaître les actions entreprises pour transformer les rapports femmes-hommes. La PARM met ainsi en œuvre la stratégie pour l'égalité femmes-hommes, suit l'avancée de l'intégration des questions de genre dans ses activités, et élabore le portefeuille relatif au genre et à l'inclusion sociale pour mettre en évidence les liens entre les activités de la PARM, le genre et l'inclusion sociale.

Pour consolider ces efforts, une consultante spécialiste principale des questions de genre a intégré l'équipe en avril 2022.

Certains résultats obtenus par la PARM dans le cadre des activités en rapport avec l'égalité femmes-hommes sont présentés ci-après :

Évaluation des risques	Intégration des questions de genre dans le cadre de la collecte de données et des résultats finaux de l'AVC-RAS à Madagascar
	<p>Processus de conception du projet porteur de transformations en matière de genre à Madagascar :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyses du panorama des acteurs travaillant sur la question de genre dans les chaînes de valeur du maïs et de l'arachide, et des consultations avec les parties prenantes travaillant sur les questions de genre et de la jeunesse ont été menées au cours des missions de conception du projet ; • Des volets consacrés aux questions liées au genre et aux jeunes ont été inclus dans la note conceptuelle du projet approuvée en août 2023. Des services numériques tels que l'épargne numérique et l'agripreneuriat numérique ont été développés dans la note conceptuelle du projet, sous l'angle de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale (GESI), afin de garantir l'inclusion des jeunes et des femmes vulnérables. Il en est de même pour la fusion des groupes de jeunes et de femmes petit exploitants agricoles, ainsi que pour la formation des organisations de jeunes exploitants agricoles.
KM & Partnerships	<p>Les documents de la PARM relatifs à la gestion des connaissances ont mis en relief la prise en compte des questions de genre et d'inclusion sociale dans les activités de la PARM ;</p> <p>Divers partenaires travaillant sur les thématiques du genre et des jeunes se sont associés à la manifestation consacrée à la gestion des connaissances organisée par la PARM à Madagascar ; l'égalité femmes-hommes a été mentionnée dans l'allocution d'ouverture, les débats d'experts et la couverture médiatique ;</p> <p>La Spécialiste des questions de genre a créé un blog sur les enseignements tirés de l'intégration de la dimension de genre dans la conception des projets de gestion des risques agricoles ; La PARM a organisé 3 webinaires avec le Partenariat mondial InsuResilience (IGP) sur la question de genre dans la gestion des risques agricoles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Live talk 05 organisé le 24 janvier sur le thème « Lutter contre la pauvreté et les obstacles liés au genre pour accéder au financement et à l'assurance des risques climatiques » 2. Live talk 06 tenu le 8 mars sur le thème « Explorer de nouvelles frontières dans l'élaboration de politiques de financement des risques climatiques et de catastrophes respectueuses de l'égalité femmes-hommes : une boîte à outils » 3. Live Talk 07 tenu le 9 novembre 2023 sur le thème « Comment les politiques et les programmes de financement et d'assurance contre les risques climatiques et de catastrophes (CDRFI) peuvent traiter la violence fondée sur le genre (GBV) », dans le cadre des 16 jours d'activisme pour mettre fin à la violence fondée sur le genre <p>La Spécialiste des questions de genre a participé au premier épisode de la nouvelle série de podcasts de FARM-D. Elle a partagé ses connaissances sur le thème « Intégration des questions de genre pour une meilleure gestion des risques agricoles par les hommes, les femmes et les jeunes ». Le podcast a été publié sur SoundCloud et a également été diffusé sur les plateformes de médias sociaux de FARM-D ;</p> <p>Le 28 novembre 2023, la Spécialiste des questions de genre a animé une discussion en direct « Posez-moi une question » sur Communauté de pratique (CoP) de FARM-D afin de susciter des discussions avec les utilisateurs de FARM-D sur les thèmes du genre, de l'inclusion sociale et des liens avec la gestion des risques agricoles (ARM) ;</p> <p>Environ 20 % des webinaires organisés et mis en avant via la plateforme FARM-D (soit 11 webinaires sur 52) ont abordé des thématiques en rapport avec le genre et l'inclusion sociale ;</p> <p>Au total, 10 % des articles (soit 4 articles sur 40) publiés dans « Practitioners in Action » sur le site Web de FARM-D ont été consacrés aux questions de genre et d'inclusion sociale.</p>
Renforcement des capacités	<p>Augmentation du nombre de femmes participant aux activités de renforcement des capacités de la PARM (plus de 50 %) ;</p> <p>Des exposés et des sessions de formation consacrés aux questions de genre (présentés par la Spécialiste des questions de genre de la PARM et des spécialistes nationaux) ont été intégrés dans tous les événements de formation au niveau national (RC2 à Madagascar et RC1 en Tunisie).</p>

2.3. Évaluation externe à mi-parcours de la phase PARM Horizon 2



Le cycle du programme PARM est organisé en plusieurs phases, la première (**PARM Horizon 1**) s'étendant sur la période 2013-2019. La première phase visait à créer un environnement propice à l'intégration d'une gestion holistique des risques agricoles dans la planification des politiques et dans les plans d'investissement dans huit pays d'Afrique (Ouganda, Cameroun, Sénégal, Niger, Éthiopie, Cap-Vert, Liberia et Zambie). Les résultats très positifs obtenus par la PARM au cours de la première phase ont conduit au développement de la phase **PARM Horizon 2 (2019-2025)**. Dans cette seconde phase, la PARM continue d'apporter des preuves de qualité et de renforcer les capacités en matière de gestion des risques agricoles aux niveaux mondial, régional et national, tout en investissant davantage de ressources dans la conception de programmes de gestion des risques agricoles financés destinés à susciter des investissements en soutien direct aux gouvernements et aux acteurs de niveau intermédiaire (services de vulgarisation, intermédiaires financiers, groupes de femmes et de jeunes, ONG, entreprises et organisations d'agriculteurs)

afin de contribuer à la réduction des risques. Dans l'objectif d'évaluer les résultats et les leçons tirées du programme et, éventuellement, de réorienter le plan de travail et le modus operandi pour assurer la pleine réalisation des objectifs prévus de PARM H2, une évaluation indépendante à mi-parcours (MTE) du processus PARM a été réalisée en mai 2023 par un évaluateur externe, Altamont Group, un cabinet de conseil spécialisé dans la recherche, le suivi et l'évaluation de programmes/projets, sélectionné à la suite d'un appel d'offres lancé et géré par les services de passation de marchés du FIDA.

L'objectif de l'évaluation à mi-parcours de PARM Horizon 2 était d'évaluer, d'un point de vue neutre et externe, la pertinence, l'efficacité, la cohérence, l'efficacité, l'impact, la durabilité, l'intégration de la dimension de genre et la coordination du programme couvrant la période allant de juin 2019 à juillet 2023.

L'évaluation à mi-parcours s'est penchée sur l'intervention de la PARM dans cinq [5]

pays (Burkina Faso, Éthiopie, Madagascar, Niger et Sénégal), tout en décortiquant son mandat, sa structure institutionnelle et ses processus, et en formulant des recommandations prospectives pour améliorer la coordination. L'évaluation à mi-parcours a été menée par le biais d'une approche qualitative participative, conformément aux normes d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'OCDE*. Les données primaires et secondaires ont été collectées par le biais d'études documentaires, d'entretiens avec des informateurs clés (N=52 personnes interrogées) et de discussions de groupe thématiques (N=3).

En juillet 2023, le groupe Altamont a présenté les conclusions de l'évaluation à mi-parcours aux donateurs de la PARM lors de la réunion annuelle du Comité de pilotage de la PARM. Les principales conclusions et recommandations de cette évaluation à mi-parcours sont présentées dans **ENCADRÉ 2**.

* Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

ENCADRÉ 2 Conclusions et recommandations de l'évaluation à mi-parcours de la phase PARM H2*

Dans l'ensemble, la performance de la phase PARM H2 répond de manière positive à tous les critères d'évaluation, à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence, l'égalité femmes-hommes et la coordination, tout en offrant de nombreuses possibilités d'amélioration.

Principales conclusions de l'évaluation à mi-parcours

L'intérêt de la PARM est grand, que ce soit au niveau mondial ou au niveau national. Au niveau mondial, le programme de la PARM reste pertinent dans ce contexte où il est question de répondre aux problématiques mondiales liées à l'insécurité alimentaire et au changement climatique. La PARM tire tout son intérêt de son mandat unique en matière de gestion des risques agricoles, de son approche globale et de sa légitimité auprès des membres du G20. Au niveau national, ce qui témoigne de la pertinence de la PARM, c'est son approche axée sur la demande et l'importance de son étude d'évaluation des risques (EER), de ses outils de gestion des risques agricoles et de ses activités de renforcement des capacités (RC) axées sur la vulnérabilité climatique de ses pays cibles.

À mi-parcours, l'efficacité de la phase PARM H2 peut être qualifiée de bonne à élevée pour ce qui est des résultats liés à ses trois volets principaux et à leurs indicateurs de résultats respectifs, notamment :

- Évaluation des risques et engagement politique (volet 1)
- Conception de projets de gestion des risques agricoles à mettre en œuvre (volet 2)
- Gestion des connaissances, partenariats et renforcement des capacités (volet 3)

En ce qui concerne les volets 1 et 2, la PARM a atteint tous les indicateurs prévus, notamment en s'appuyant sur les résultats de la phase PARM H1 en termes d'études d'évaluation des risques (EER). Pour autant, il n'en reste pas moins que l'impact, la valeur ajoutée et la durabilité possibles de l'intégration de la politique de gestion des risques agricoles et des projets conçus dans chaque pays ciblé dépendent de nombreux efforts complémentaires, tels que la mise en œuvre des projets conçus et l'institutionnalisation de la gestion des risques agricoles. En ce qui concerne le volet 3, plus de 900 participants ont bénéficié des ateliers de renforcement des capacités de la PARM ou ont contribué à la génération de connaissances locales. Les activités de renforcement des capacités et de gestion des connaissances de la PARM, ainsi que la communauté de pratique – FARM-D constituent un moyen efficace de sensibiliser, d'accroître la visibilité du programme et, en fin de compte, de parvenir à un changement social et comportemental en matière de gestion des risques agricoles. Il est cependant nécessaire d'améliorer le ciblage des participants, de suivre et de rendre compte des changements sociaux et comportementaux, et de mettre en place des mécanismes de durabilité pour assurer la continuité des activités de la PARM au-delà de son soutien.

L'efficacité de la PARM dépend de la maximisation nécessaire de ses ressources. Cela passe par le renforcement du rôle de ses quatre membres, recrutés au secrétariat pour une durée déterminée, avec une équipe de conseillers techniques (consultants), des agents de liaison et des points focaux au niveau des pays. Les activités de gestion des connaissances de la PARM peuvent gagner en efficacité par l'adoption d'approches plus innovantes et interactives favorisant une meilleure visibilité.

En termes de **cohérence**, la PARM est intrinsèquement en phase avec d'autres interventions du FIDA (par exemple, le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds du FIDA – FFR, INSURED) et les politiques institutionnelles du FIDA, comme la stratégie en matière d'égalité femmes-hommes. Les activités de la PARM s'inscrivent directement dans le cadre de son objectif de développement de l'intégration de la gestion des risques agricoles dans les politiques nationales et de renforcement des capacités.

Sur le plan externe, la méthodologie adoptée par la PARM pour la réalisation des études d'évaluation des risques complète d'autres initiatives sectorielles de gestion des risques agricoles émanant d'organisations telles que la Banque mondiale. Au Niger et en Éthiopie, par exemple, la PARM a mené des études d'évaluation des risques sur la base des progrès réalisés par la Banque mondiale et l'Institut des ressources naturelles. Cependant, la PARM ne dispose pas d'un plan de mobilisation des ressources clairement élaboré pour encourager les éventuels investisseurs à soutenir les gouvernements cibles.

La stratégie de la PARM par rapport à la question de **genre** est clairement définie et le personnel est dévoué à l'intégration de l'égalité femmes-hommes avec un point focal sur cette thématique. Les résultats les plus significatifs en matière d'intégration de l'égalité femmes-hommes et d'inclusion des jeunes ont été enregistrés grâce à la participation des femmes et des jeunes aux formations de renforcement des capacités. Cette approche de la question de genre de la PARM doit cependant être améliorée, afin de passer d'un simple recensement des participants à un suivi des résultats basés sur l'égalité hommes-femmes, plus porteurs de transformation. Des résultats prometteurs peuvent être générés par le nouveau processus lancé à Madagascar, où la dimension de genre est intégrée de manière plus systématique dans les études d'évaluation des risques et les phases de conception.

Recommandations clés

- Concevoir des approches plus ciblées en se basant sur l'indice de vulnérabilité des pays, ou sur le niveau de réactivité ou de volonté politique
- Obtenir des fonds d'amorçage de la part des donateurs à un stade plus précoce de la conception des projets de la PARM. Cette approche vise à diversifier les points d'entrée, à s'aligner sur les calendriers d'intervention des donateurs et à impliquer les preneurs de décision en vue d'un impact optimal
- Mettre régulièrement à jour le processus d'analyse des risques adopté pour permettre un suivi, un contrôle et un examen qui permettent de couvrir les risques émergents/contextuels au niveau régional ou mondial, susceptibles d'affecter certains pays, tels que la COVID-19, les criquets, les conflits, les coups d'État, les restrictions commerciales, etc.
- Élargir la portée des ateliers et des sessions de renforcement des capacités afin que les bénéficiaires directs des interventions de la PARM puissent en profiter
- Réviser la Théorie du Changement (TdC) existante de la PARM afin d'y inclure des hypothèses et des voies clairement identifiées pour atteindre les objectifs et les résultats de développement
- Accroître la participation aux discussions mondiales et la contribution aux efforts mondiaux, ce qui devrait être rendu possible par une modification du mandat et des services de la PARM
- Renforcer les partenariats public-privé dans le cadre de l'assistance technique et développer de nouveaux points d'entrée et partenariats régionaux

* Rapport final de l'évaluation externe à mi-parcours de la phase PARM Horizon 2, Altamont Group, août 2023

2.4. Gestion des connaissances, renforcement des capacités et partenariats

En 2023, la gestion des connaissances et le renforcement des capacités sont restés les principaux volets du programme de la PARM, en complément du processus de gestion des risques agricoles conduit au niveau des pays. Conformément au cadre logique défini pour la phase PARM H2, les résultats attendus pour le volet Gestion des connaissances sont les suivants :

1. **Renforcement des partenariats, ainsi que des processus de production/partage des connaissances** dans le domaine de la gestion des risques agricoles aux niveaux local, national, régional et mondial ; et
2. **Renforcement des actions de sensibilisation aux risques agricoles** et de la capacité à les gérer aux niveaux local, national, régional et mondial.

Dans le cadre de ce volet, la PARM devrait **procéder au renforcement des canaux et des plateformes de diffusion des connaissances en gestion des risques agricoles** et à la création de nouveaux supports de connaissances accessibles aux niveaux mondial, régional et/ou national.

C'est la raison pour laquelle les stratégies de la PARM en matière de gestion des connaissances et de renforcement des capacités pour la période couverte par la phase H2 visent non seulement à intégrer ces deux volets aux niveaux mondial et régional, mais également à les lier plus étroitement au processus de la PARM au niveau de chaque pays pour faciliter la mise en œuvre du programme et obtenir une plus grande participation de la part des parties prenantes.

Actions de gestion des connaissances, de communication et de promotion

Afin de faire connaître les résultats de la Plateforme et de partager les connaissances aux niveaux régional et national, la PARM a, en 2023, élaboré une série de nouveaux supports de connaissance et de communication. Cela inclut une fiche de synthèse des résultats de la PARM dans la région du Sahel, une fiche de synthèse du Projet de gestion des risques agricoles pour la résilience aux aléas du climat et des marchés (PGRAAM) du Burkina Faso, des comptes rendus de projet et des rapports finaux par pays pour le Burkina Faso, l'Éthiopie, Madagascar et le Sénégal, des rapports sur le renforcement des capacités et la gestion des connaissances pour Madagascar et la Tunisie, une fiche de synthèse spécifique à Madagascar axée sur l'introduction de l'approche de la chaîne

de valeur et deux notes sur l'institutionnalisation de la gestion des risques agricoles au Burkina Faso et au Sénégal. La Plateforme a également renforcé sa collaboration avec les médias aux niveaux régional et national, en nouant des contacts plus étroits au niveau des pays grâce aux réseaux de journalistes des ministères, ce qui s'est traduit par une plus grande visibilité des activités de la PARM à tous les niveaux. D'autre part, la PARM a poursuivi la diffusion de supports de connaissances via la communauté de pratique de FARM-D et a renforcé sa présence en ligne grâce à l'essor de sa communauté sur les réseaux sociaux. Les principales activités réalisées dans le cadre de ce volet sont les suivantes :

Valorisation de la marque et supports de communication

La PARM a élaboré et actualisé un ensemble de supports de communication (fiches de synthèse, vidéos, graphiques, nouveaux modèles) destinés aux parties prenantes nationales, régionales et mondiales, et a lancé une campagne d'information visant les principaux partenaires en vue d'accroître leur

participation, de renforcer la visibilité et de contribuer à la mobilisation des ressources pour les projets conçus par la PARM et à l'institutionnalisation de la gestion des risques agricoles dans les programmes d'études universitaires et les pratiques du secteur privé.



Campagnes de promotion

Dans le cadre de la stratégie de gestion des connaissances, la PARM a mis en place, pour la période couverte par la phase Horizon 2, des campagnes de sensibilisation innovantes et créatives pour interpeller de diverses manières le public sur la gestion des risques agricoles, et a également tiré parti des manifestations mondiales et des occasions de promotion. Cette année, dans

le sillage du succès de « PARM Art Challenge », la Plateforme a lancé en septembre 2023 la campagne mondiale **PARM STORIES CHALLENGE - FARMING CHAMPIONS** **ENCADRÉ 3** avec des professionnels des médias, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation et de la Journée internationale des femmes rurales. Pour les journalistes et les professionnels

des médias, le défi à relever consistait à produire une vidéo convaincante illustrant l'auto-résilience aux risques agricoles des petits exploitants ruraux et montrant comment celle-ci pourrait être renforcée afin d'accroître leur productivité et la durabilité des systèmes agroalimentaires, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable n° 1, 2, 5 et 15.

ENCADRÉ 3 PARM Stories Challenge – FARMING CHAMPIONS: Résilience rurale et renforcement de la durabilité de l'agriculture



Jour après jour, les petits exploitants agricoles sont confrontés à de multiples risques, alors qu'ils produisent un tiers des denrées alimentaires mondiales. Le renforcement de leur résilience est essentiel à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des moyens de subsistance de ces champions de l'agriculture. Du 26 septembre au 26 novembre 2023, PARM a mené sa campagne en ligne « PARM STORIES CHALLENGE - FARMING CHAMPIONS » invitant les journalistes et les professionnels des médias à créer une vidéo documentaire mettant en lumière les histoires de petits exploitants ruraux qui ont mis au point des initiatives innovantes pour gérer les risques agricoles et renforcer leur propre résilience. La campagne a été organisée en partenariat avec Africa 21, un réseau regroupant environ 700 journalistes africains de 40 pays, spécialisés dans les questions de développement, et une plateforme d'échange entre professionnels des médias et chercheurs. Créé en 2011, le réseau œuvre pour une meilleure compréhension du développement durable en Afrique, notamment sous l'angle de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations unies pour les Objectifs de développement durable.

Cette campagne mondiale a connu une forte participation de plus de 40 journalistes, cinéastes et professionnels des médias d'Afrique et de la diaspora. À l'issue des délibérations, les 10 meilleures vidéos ont été sélectionnées : trois d'entre elles étant déclarées lauréates et les sept autres finalistes. Les trois vidéos lauréates seront présentées lors d'un événement international, de même que les journalistes lauréats. De plus, les vidéos lauréates sont mises en avant sur les plateformes institutionnelles de la PARM, de FARM-D et d'Africa 21. Le premier lauréat se rendra également dans un ou plusieurs pays où la PARM/le FIDA est opérationnel afin de se rendre compte directement des projets et des activités des Nations unies en matière de gestion des risques agricoles, et pourra produire une vidéo supplémentaire avec les bénéficiaires directs de la PARM/du FIDA.

Plus d'informations : [Vidéos lauréates](#)

Le jury

Les vidéos soumises au cours de la campagne ont été examinées par un jury chevronné composé de journalistes expérimentés (TV5 Monde, Télévision suisse et Group Nation Media), de spécialistes de la communication des Nations unies (FAO et FIDA) et d'un représentant des agriculteurs (FIFATA).



Dorcas Mayala Ntumba,
Spécialiste de la Gestion des connaissances, communication et des partenariats, PARM



Carlos Tomas Lora Acosta
Spécialiste marketing et de la communication numérique, PARM



Ange Soubirous Tambineza
Chargée de communication, FAO



Tovo Ratsimbazafy
Responsable technique, FIFATA



Julien Chambole
Secretary General & Co-Fondateur, AFRICA 21



Anne Delaite
Journaliste, Radio Télévision Suisse



Chloé Nabédian
Journaliste, TV5 Monde



Zeynab Wandati
Journaliste, Nation Media Group (NTV)

Lauréats



Pascal Ishimwe
Réalisateur (Rwanda)



Steven Costa Midjola
Réalisateur (Togo)



Aboubakar Dewa
Journaliste Reporter (Cameroun)

Finalistes



Eliya Dzowah
Vidéaste indépendante (Malawi)



Yacine N. Seye
Spécialiste des médias sur l'environnement (Sénégal)



Carolyne Tomno
Journaliste (Kenya)



Sharon Ambani Tamba
Journaliste (Kenya)



Djibo Mamoudou
Chargé de communication (Niger)



Dennis Avokoywa Chagala
Journaliste (Kenya)



Baron Nkoy
Journaliste et réalisateur
(République démocratique du Congo)

Relations médias

Au-delà de la couverture médiatique du Stories Challenge de la PARM, la Plateforme a également été mise à l'honneur dans la campagne **Future of Food and Farming** lancée le 15 juin 2023 dans le cadre du magazine *New Scientist* de *Mediaplanet*.

L'objectif de Future of Food and Farming (L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture) était de sensibiliser le public aux défis mondiaux posés par l'agriculture et l'alimentation, en promouvant la durabilité, l'accessibilité et l'innovation.

De plus, les activités de la PARM ont joui d'excellentes retombées dans les médias locaux et régionaux, dont 1 reportage dans les journaux télévisés et 3 articles en ligne à Madagascar, 2 articles en ligne au Burundi et 7 articles en ligne aux niveaux mondial et régional. **ENCADRÉ 4**

ENCADRÉ 4 La PARM dans l'actualité



Africafeeds

<https://africafeeds.com/2023/05/15/parms-response-to-africas-food-and-nutrition-security-challenges/>

The Guardian

<https://guardian.ng/news/parm-at-rpca-agricultural-risk-management-in-response-to-food-nutrition-security-challenges-in-africa/>



Africa Eye Report

<https://africaneyereport.com/parm-at-rpca-agricultural-risk-management-in-response-to-food-and-nutrition-security-challenges-in-africa/>

Studio Sifaka

<https://www.studiosifaka.org/articles/actualites/item/6909-gerer-les-risques-agricoles-des-producteurs-vulnerables.html>



24/24.mg

<https://2424.mg/agriculture-les-resultats-de-lenquete-preliminaire-sur-les-risques-agricoles-a-madagascar-menee-par-la-plateforme-pour-la-gestion-des-risques-agricoles-parms-presentes/>

24/24.mg

<https://2424.mg/agriculture-madagascar-definit-les-risques-agricoles-pour-mieux-les-gerer/>



Kolo TV

<https://www.youtube.com/watch?v=-1XWDrEdNRQ>

The Star

<https://www.the-star.co.ke/news/realtime/2023-11-10-promote-biodiversity-to-combat-climate-risks-youth-told/>

The Standard Media

<https://www.standardmedia.co.ke/business/business/article/2001485104/youth-rally-for-biodiversity-to-fight-climate-threats-to-food-security>



Nyanza Daily

<https://nyanzadaily.co.ke/biodiversity-will-promote-food-production-youth-told/>

Business Insider Africa

<https://africa.businessinsider.com/local/lifestyle/parm-and-ifad-youth-network-unite-for-biodiversity-and-climate-action-at-world-food/2g8gd03#:text=At%20the%20World%20Food%20Forum,climate%20risks%20in%20food%20systems>

Site Web de la PARM

En mai 2023, l'appel à propositions en vue de la refonte et de l'optimisation des sites Web de la PARM et de FARM-D dans le but d'améliorer l'expérience des utilisateurs, ainsi que la gestion de l'information, a été rouvert après l'approbation du budget. Le processus

de refonte a été officiellement lancé en juillet. Une analyse Web, visant à définir l'architecture du contenu, les fonctionnalités, l'expérience utilisateur, etc., a été initiée et guidera les prochaines étapes du processus. Les nouveaux sites Web de la PARM et de

FARM-D seront dévoilés en février 2024, tandis que les conceptions de l'interface utilisateur ont été présentées au comité de pilotage lors de la réunion de planification annuelle de décembre 2023. **ENCADRÉ 5**

ENCADRÉ 5 Fréquentation du site Web de la PARM en quelques chiffres

(au 31 décembre 2023)

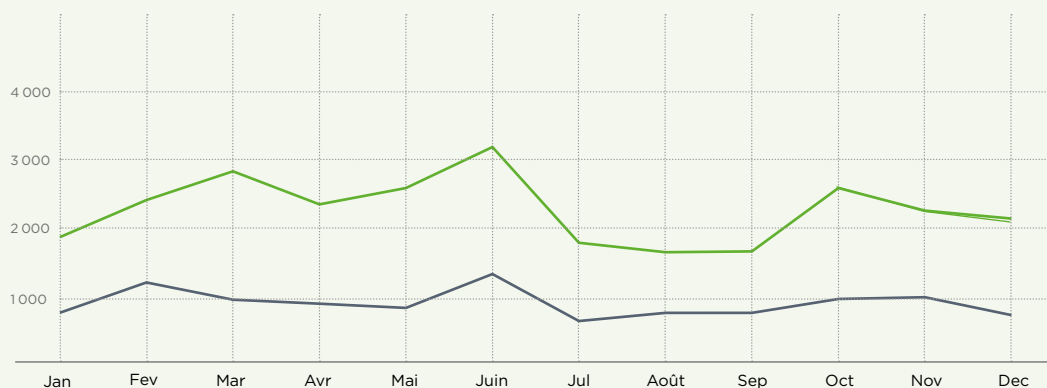


FIGURE 1
Utilisateurs actifs et pages vues par mois du 1er janvier au 31 déc 2023

Pages vues
11 167

Utilisateurs actifs
27 458



FIGURE 2
Utilisateurs actifs par région du 1er janvier au 31 déc 2023

Afrique
3 368

Asie
1 846

Amérique du Nord et du Sud
2 103

Europe
2 918

Océanie
43

Non défini
889

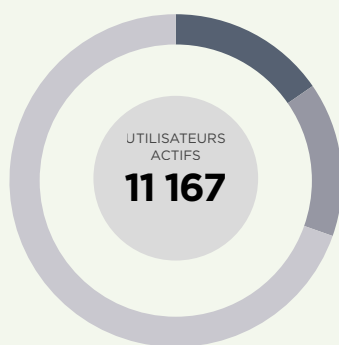


FIGURE 3
Utilisateurs actifs par genre du 1er janvier au 31 décembre 2023

Femmes
1 717

Hommes
1 678

Non communiqué
7 772

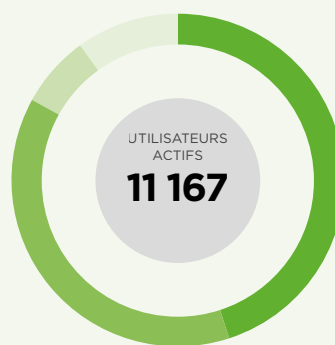


FIGURE 4
Utilisateurs actifs par canal d'acquisition du 1er janvier au 31 décembre 2023

Accès Direct
45%

Recherche organique
38%

Réseaux sociaux
7%

Recommandation
10%

La PARM dans les médias sociaux

La PARM a exploré de nouveaux moyens d'intensifier la visibilité de ses activités et de ses bailleurs sur les canaux de médias sociaux — Twitter, Facebook, Instagram et YouTube — en exploitant la planification mensuelle des médias sociaux et en se calquant sur les tendances et les hashtags dans le secteur agricole afin d'élargir la portée de ses publications. Parallèlement, la PARM a utilisé des outils promotionnels sur

ses propres canaux pour faire de la publicité sur la campagne Future of Food and Farming lancée en juin avec le New Scientist de Mediaplanet, ainsi que sur la campagne PARM Stories Challenge de septembre à la mi-décembre. Cette dernière a été l'occasion de dynamiser les canaux de médias sociaux de la PARM avec des contenus convaincants et chargés d'émotion pour promouvoir le défi et les lauréats/finalistes. En plus de mettre

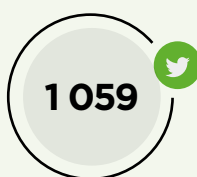
en valeur la publication, ces annonces ont entraîné une hausse du nombre d'abonnés des différentes pages de la PARM sur les médias sociaux, ainsi qu'une augmentation des interactions sur les médias sociaux (c'est-à-dire du nombre de « J'aime », de partages et de commentaires laissés sur nos publications). Globalement, la fréquence de publication a été maintenue à un niveau élevé tout au long de cette période. **ENCADRÉ 6**

ENCADRÉ 6 PARM on social media

(As of 31 December 2023)



Profils sur les réseaux sociaux



Abonnés sur Twitter



Abonnés sur LinkedIn



Abonnés sur Facebook



Abonnés sur YouTube



Bulletins

FIGURE 5
Évolution du nombre d'abonnés sur Facebook du 1er janvier au 31 déc. 2023

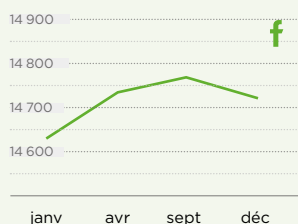


FIGURE 6
Évolution du nombre d'abonnés sur LinkedIn du 1er janvier au 31 déc. 2023

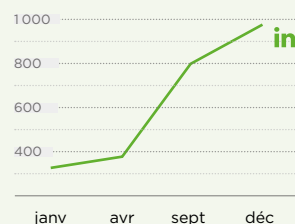


FIGURE 7
Évolution du nombre d'abonnés sur Twitter du 1er janvier au 31 déc. 2023

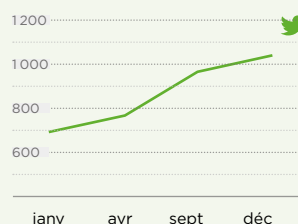
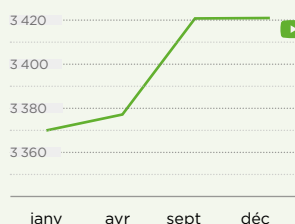


FIGURE 8
Évolution du nombre d'abonnés sur YouTube du 1er janvier au 31 déc. 2023



Communauté de pratique de FARM-D

Après son récent lancement sur la plateforme du Mighty Network, la Communauté de pratique (CoP) a connu un démarrage sans problème. Dès sa création, FARM-D CoP a connu une croissance rapide, avec l'inscription de nouveaux membres chaque semaine. Cependant, les interactions entre les membres au sein de la Communauté de pratique restent encore problématiques à ce jour. Afin d'assurer une communication inclusive et une meilleure compréhension de la Communauté de pratique, deux tutoriels ont été produits et partagés avec les membres. Le premier décrivait étape par étape comment créer une publication succincte, tandis que le second montrait comment activer les notifications afin de rester au courant de toutes les communications au sein de la Communauté de pratique. Par ailleurs, dans le but de stimuler les interactions et l'utilisation du forum, une série de questions #InTopic, liées à la gestion des risques agricoles, est régulièrement publiée pour susciter le débat et la réflexion parmi les membres. Pour stimuler la participation, FARM-D a organisé la première campagne de jeu #TopMember en novembre 2023, dans le cadre de laquelle les membres de la Communauté de pratique ont été mis au défi de : (i) partager leurs connaissances en publiant un sujet de discussion sur la gestion des risques agricoles ; (ii) participer aux discussions en mettant un « J'aime » sur au moins une publication par jour et en la commentant ; (iii) promouvoir leurs activités et leurs publications en partageant au moins une nouvelle information par jour sur la gestion des risques agricoles (blog, événement, document de recherche, etc.). Cette initiative a reçu un accueil très favorable de la part des membres. Le gagnant s'est vu offrir une formation en ligne payante sur le thème « Gestion des risques dans les exploitations », dispensée par l'université de

l'État du Kansas. Parallèlement, la série de podcasts de FARM-D, lancée en mars 2023, a été utilisée pour renforcer le sentiment de communauté au sein du forum. Par le biais de cette série de podcasts, FARM-D offre à ses membres un espace de plus en plus large pour partager leurs connaissances et susciter des débats sur un sujet donné. À titre d'exemple, les épisodes 3, 4 et 5 ont accueilli Getaneh Gobezie, Drissa Tressougué et Egide Nyonsaba, membres actifs de la Communauté de pratique de FARM-D, qui ont discuté de différents sujets liés à la gestion des risques agricoles, notamment le recours aux services financiers en milieu rural dans les systèmes de gestion des risques agricoles et agroalimentaires, ainsi que dans le domaine du renforcement des capacités. L'objectif est de continuer à impliquer régulièrement les membres de la Communauté de pratique dans diverses activités, entretiens et podcasts au sein de celle-ci. Après une analyse interne et en tenant compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours de phase PARM Horizon 2, un plan d'action a finalement été élaboré au début du mois d'août et guidera les prochaines étapes de l'amélioration de la Communauté de pratique. L'objectif visé est d'offrir aux membres un contenu exclusif et dynamique, tel que des discussions en direct interactives, des webinaires de FARM-D diffusés en direct au sein de la Communauté de pratique, etc. FARM-D a été contacté par Climate Bonds Initiative (CBI), une organisation internationale qui travaille à la mobilisation de capitaux mondiaux pour l'action climatique, afin d'organiser une série d'événements communs visant à promouvoir l'investissement dans des projets et des actifs nécessaires à une transition rapide vers une économie à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique.

Le premier webinaire commun a été organisé en juin 2023 sur le thème « Évaluer les risques dans l'agriculture : Comment mobiliser les capitaux mondiaux aux fins du financement de la transition ». Le deuxième webinaire commun faisait partie de la série Food4Thought du FIDA et a réuni le vice-président associé du FIDA, Jo Puri, le Directeur général de la Climate Bond Initiative (CBI), Sean Kidney, et le spécialiste technique de la PARM, Jean-Claude Bidogeza. Ajoutons à cela que FARM-D a collaboré au projet Couverture du risque climatique et du risque sur produits de base, au service de la transformation (ou Climate and Commodity Hedging to Enable Transformation, soit CACHET) du FIDA en organisant conjointement un séminaire en ligne pour présenter les enseignements tirés et les difficultés rencontrées au cours de la mise en œuvre de la deuxième phase de ce projet. FARM-D et le réseau pour des services financiers inclusifs en milieu rural du FIDA ont poursuivi leur partenariat et ont organisé 7 webinaires au cours de l'année avec un total de 528 participants engagés dans ces sessions, faisant de la série de webinaires un rendez-vous ponctuel pour les participants. Enfin, une nouvelle série de discussions en direct « #PoseMoiUneQuestion » a été lancée en novembre sur la plateforme Mighty Network. La série propose une discussion en direct de 30 minutes avec un expert de la gestion des risques agricoles, au cours de laquelle les membres sont invités à participer à un débat ouvert et interactif. Le premier événement a été lancé le 28 novembre avec Johana Simao, spécialiste des questions de genre à la PARM, qui a parlé de l'intégration de l'égalité femmes-hommes dans le secteur agricole. **ENCADRÉ 7**

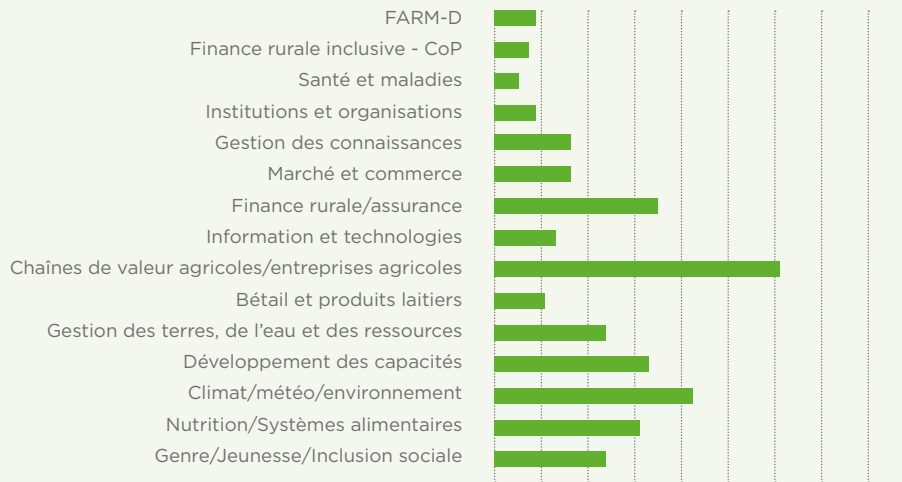
ENCADRÉ 7 FARM-D : la communauté pour l'échange de connaissances sur la gestion des risques agricoles (Au 31 décembre 2023)

Participation de la communauté et domaines d'expertise

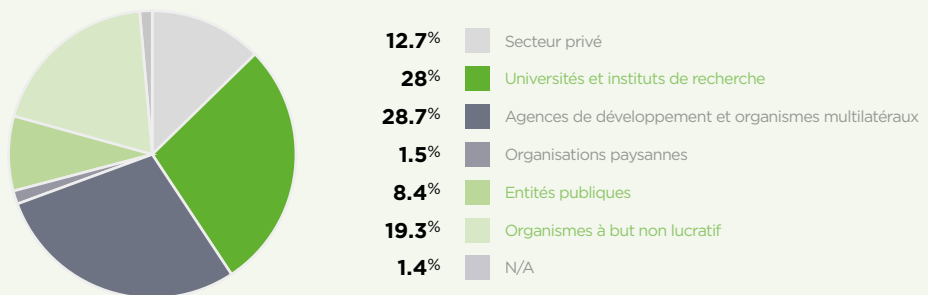


Pendant la période considérée, la nouvelle plateforme de la Communauté de pratique de FARM-D sur Mighty Network a enregistré 501 membres. FARM-D a communiqué avec plus de 10 000 personnes par courriel. La plupart des membres interviennent principalement dans le domaine des filières agricoles, tandis que bon nombre d'entre eux sont engagés dans le domaine du climat et de l'environnement, du renforcement des capacités, la nutrition, et la gestion des sols, de l'eau et des ressources. La nouvelle sous-communauté de pratique « Réseau pour des services financiers inclusifs en milieu rural », en partenariat avec le FIDA, a suscité l'intérêt d'un grand nombre de nouveaux membres. Parmi les organisations membres, la plupart sont rattachées au monde universitaire/de la recherche, à des agences de développement/multilatérales ou à des ONG.

Membres, par domaine d'expertise ou d'intérêt



Organisations par secteur

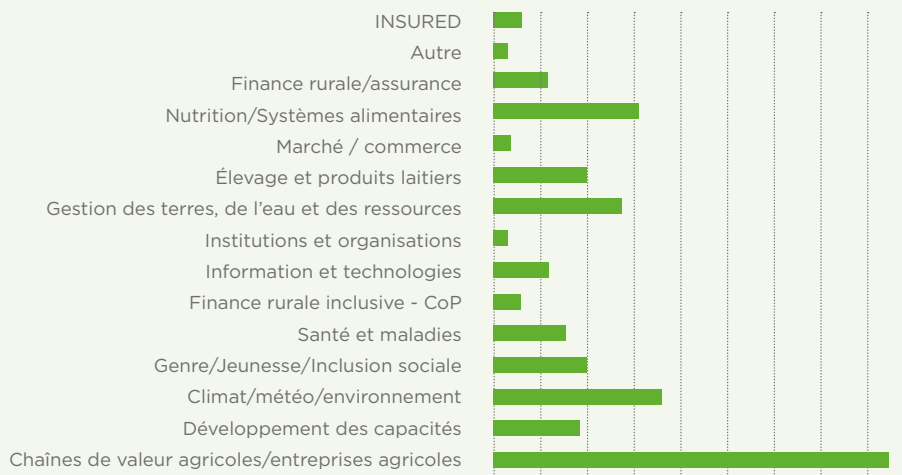


Production et partage de connaissances

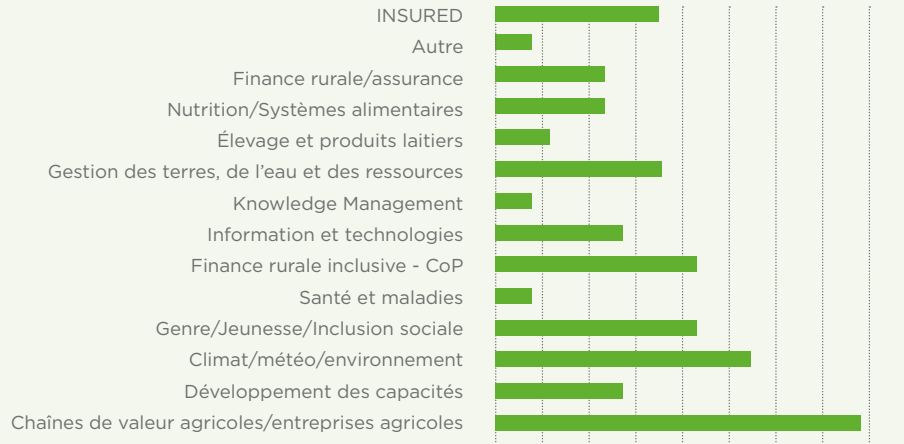
Des blogs, des récits et des publications abordant la gestion des risques agricoles sont venus enrichir la banque de savoirs de la communauté. Un grand nombre de documents succincts sont consacrés en grande partie aux filières agricoles, au climat et à l'environnement, à la gestion des terres, des eaux et des ressources, ainsi qu'aux questions liées au genre, aux jeunes et à l'inclusion sociale. Concernant les documents plus approfondis, ils traitent le plus souvent des filières agricoles, du climat, de la météorologie et de l'environnement, de la gestion des sols, de l'eau et des ressources, de l'information et des technologies, des questions de genre, de la jeunesse et de l'inclusion sociale, ainsi que d'INSURED.



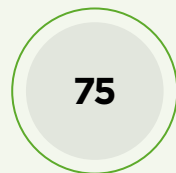
News, blogs and stories by topic



Publications par thématique



Événements en ligne

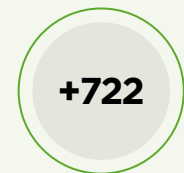


Webinaires mis en avant



Séries de webinaires consacrées aux thématiques suivantes :

- Genre et inclusion sociale
- Assurance et financement contre les risques climatiques
- Services financiers inclusifs en milieu rural



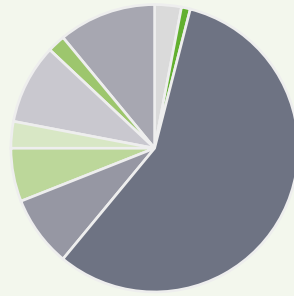
Participants aux webinaires (en moyenne, 65/webinaire)

Pendant la période considérée, FARM-D a organisé 13 événements en ligne. FARM-D a également poursuivi l'organisation conjointe de webinaires avec le Partenariat mondial InsuResilience et le Centre d'excellence pour les solutions sensibles au genre (Centre of Excellence for Gender-Smart Solutions) sur le climat et les risques de catastrophe sensibles au genre, ainsi qu'avec le réseau pour des services financiers inclusifs en milieu rural (IRF) du FIDA. Initialement dédiés au personnel du FIDA, les webinaires organisés avec l'IRF ont été ouverts à un public plus large en juillet 2023. À l'occasion de notre première collaboration, FARM-D et la Climate Bonds Initiative (CBI) ont, en juin 2023, organisé conjointement un webinaire explorant la mobilisation des capitaux mondiaux pour le financement de la transition et de l'atténuation des risques agricoles. Ce webinaire a rassemblé 104 participants. Un autre événement en ligne avec la CBI a été organisé en novembre dans le cadre de la série Food4Thought organisée par le FIDA pour discuter du thème « Révolutionner les investissements agroalimentaires : ouvrir la voie à un avenir durable et résilient ». Par ailleurs, FARM-D a animé le webinaire de lancement de PARM Stories Challenge. Ce webinaire a rassemblé des participants d'un nouveau profil puisque la plupart d'entre eux étaient des journalistes intéressés par la gestion des risques agricoles. Au total, FARM-D a mis en avant 75 webinaires couvrant des sujets tels que les filières agricoles/les entreprises agricoles, la nutrition/les systèmes alimentaires et le climat/la météorologie/l'environnement

Webinaires mis en avant, par thématique



Participants par secteur

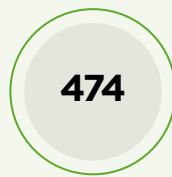


- 3% Monde universitaire
- 1% N/A
- 57% Agences de développement/multilatérales
- 8% Secteur privé
- 6% Entités publiques
- 3% Consultant indépendant
- 9% Organisations à but non lucratif
- 2% Organisation paysannes
- 11% Journalistes

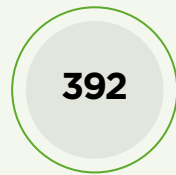
Médias sociaux et bulletins d'information



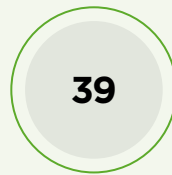
Profils



Abonnés sur Twitter



Abonnés sur LinkedIn



Bulletins d'information



FARM-D a poursuivi ses activités visant à susciter des interactions sur les réseaux sociaux — Twitter and LinkedIn — ainsi que via l'envoi, régulier ou ponctuel, de bulletins d'information. FARM-D compte 474 abonnés sur Twitter et 392 sur LinkedIn. Tirant parti de son audience électronique, FARM-D a continué d'envoyer des bulletins d'information mensuels pour présenter les principaux temps forts du mois, lancer des invitations à participer à ses webinaires, et envoyer des courriels de suivi pour remercier les participants aux webinaires et leur transmettre le lien de rediffusion.

Collaboration externe

Conscient de l'importance d'unir ses forces avec celles d'autres acteurs, FARM-D s'est activement employé à collaborer avec diverses organisations relevant de différents secteurs, parmi lesquels les agences de développement et organismes multilatéraux, le secteur à but non lucratif et le secteur privé. Au cours de l'année 2023, que ce soit par l'intermédiaire des webinaires et des contenus qu'il a publiés, ou en jetant les bases de futures actions collectives, le Forum a noué des liens solides ou renforcé ses relations avec les institutions ci-après :



Fréquentation du site Web de FARM-D en quelques chiffres

FIGURE 9
Utilisateurs actifs et pages vues par mois du 1er janvier au 31 décembre 2023

■ Pages vues
32 865

■ Utilisateurs actifs
18 397

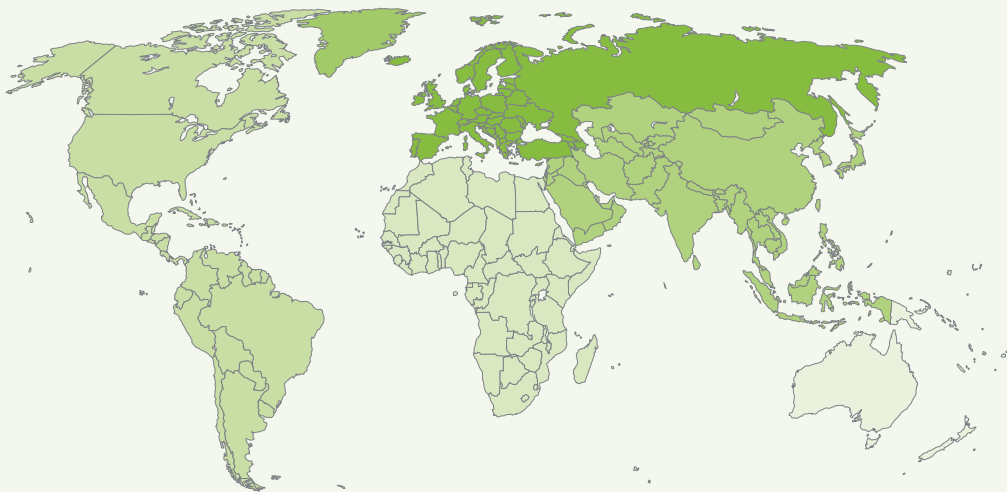
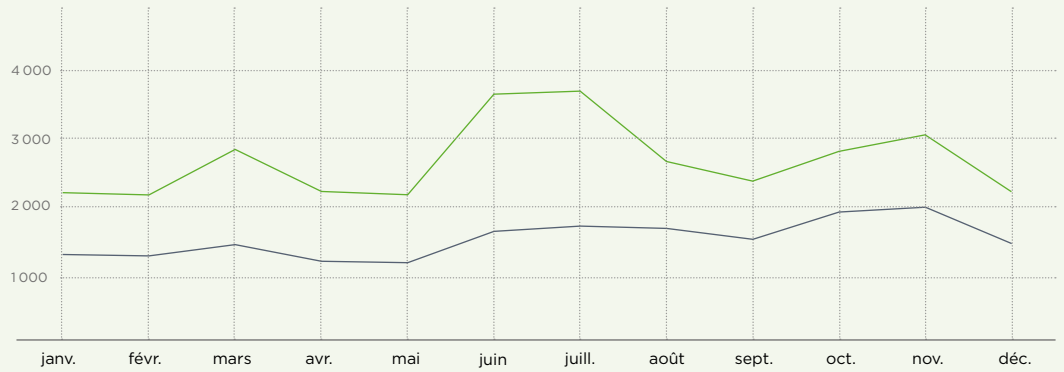


FIGURE 10
Utilisateurs actifs par région du 1er janvier au 31 décembre 2023

■ Europe
4 791

■ Asie
4 642

■ Amériques
3 234

■ Afrique
4 790

■ Océanie
178

■ Non communiqué
479

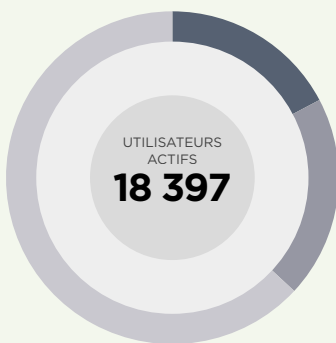


FIGURE 11
Utilisateurs actifs par sexe du 01 janvier au 31 décembre 2023

■ Femmes
1 541

■ Hommes
1 722

■ Non communiqué
15 143

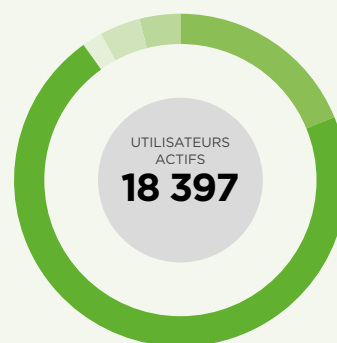


FIGURE 12
Utilisateurs actifs par canal d'acquisition du 1er janvier au 31 décembre 2023

■ Recherche organique
71%

■ Direct
19%

■ Référence
4%

















■ Courriel
4%

■ Social
2%

Communications en ligne et bulletin d'information électronique

Via nos bulletins d'information électroniques, nous avons continué de communiquer des informations actualisées, les dernières nouvelles et des publications à nos abonnés et notre communauté de praticiens, ce qui a permis d'atteindre plus de 14 000 praticiens, issus des plateformes de la PARM et de FARM— D confondus. Des bulletins d'information trimestriels ont été régulièrement diffusés pour communiquer les résultats obtenus par la PARM, tandis que le bulletin d'information de FARM— D, intitulé « The Practitioner », a continué d'être publié mensuellement auprès de la communauté internationale de la gestion des risques agricoles. Par ailleurs, la PARM et FARM-D ont poursuivi leurs activités sur les médias sociaux via Twitter, LinkedIn, Instagram, Facebook and YouTube.

Parallèlement, le contenu des sites Web (de la PARM, de FARM-D et de partenaires externes), les rapports et les publications sur les médias sociaux ont contribué à améliorer la visibilité de PARM. Parmi les événements marquants :

- [Promoting risk-based investment and policy : how PARM can help](#) , article dans le nouvel organe de presse mondial New scientist Mediaplanet, juin 2023 **ENCADRÉ 8**
- [PARM soutient l'atelier de formation des experts du MARAH aux outils de budgétisation conformes au Burkina Faso](#) , PARM, mai 2023
- [Madagascar: Launch of Agricultural Risk Assessment Study by Value Chain](#) , PARM, mars 2023
- [Tunisia: Launch of the PARM process](#) , PARM, mars 2023
- [Plus de 35 formateurs formés en gestion des risques agricoles à Madagascar](#) , PARM, juin 2023
- [Tunisia: Agricultural actors sensitized on the importance of risk management](#)
- [and PARM holistic approach](#) , PARM, juillet 2023
- [Senegal: The PGRAAD Project is now part of the national Priority Action Plan \(PAP3\)](#) , septembre 2023
- [PARM Stories Challenge: A Call for Applications for Journalists Focusing on Agriculture and Development](#) , PARM, septembre 2023
- [The PARM Stories Challenge has officially been presented to future participants](#) , PARM, octobre 2023
- [Madagascar bientôt doté du projet de Gestion des Risques agricoles pour la Croissance inclusive et la Résilience \(GRACIR\)](#) , PARM, October 2023
- [World Food Forum 2023: Youth-led initiatives for biodiversity protection and climate risk management promoted](#)
- [by PARM and IFAD Youth Network](#) , PARM, octobre 2023 **ENCADRÉ 9**
- [Burundi: Les acteurs du secteur agricole sensibilisés sur la gestion des risques agricoles](#) , PARM, October 2023
- [Food Heroes Exhibition at IFAD Headquarters](#) , PARM, octobre 2023 **ENCADRÉ 10**
- [Antsirabe: premier atelier de renforcement des capacités en milieu rural par la PARM](#) , PARM, décembre 2023
- [PARM Stories Challenge unveils the winners](#) , PARM, décembre 2023
- [PARM Horizon 2 mid-term evaluation reveals PARM's relevance, effectiveness, impact, sustainability and forwardlooking recommendations](#) , PARM, décembre 2023

ENCADRÉ 8


Campagne « Future of food & farming » : promouvoir les investissements et les politiques fondés sur le risque - l'apport de la PARM

Article publié dans le nouvel organe de presse mondial « New Scientist Mediaplanet », juin 2023

La PARM a soutenu la campagne **Future of Food and Farming** qui a été lancée le 15 juin 2023 sur le site web **New Scientist Mediaplanet**.

La campagne Future of Food and Farming avait pour objectif de sensibiliser aux défis mondiaux de l'agriculture et de l'alimentation, promouvoir la durabilité, l'accessibilité et l'innovation et a présenté un contenu perspicace sur la façon dont la PARM peut aider à promouvoir l'investissement basé sur le risque et la politique dans l'agriculture.

La campagne a touché 2 838 754 personnes, dont des décideurs politiques, des bailleurs, des partenaires techniques et financiers, des organisations paysannes, etc.

[Cliquez ici pour le lien vers l'article](#) 





ENCADRÉ 9 Forum mondial de l'alimentation 2023 : Initiatives de jeunes pour la protection de la biodiversité et la gestion des risques climatiques promues par PARM et le réseau des jeunes du FIDA

PARM, octobre 2023

À l'occasion du Forum mondial de l'alimentation 2023, la PARM et le Réseau des jeunes du FIDA ont fait entendre la voix des jeunes en tant qu'agents de changement qui promeuvent la biodiversité comme approche pour lutter contre les risques climatiques dans les systèmes alimentaires.

Au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), près d'une centaine de jeunes ont participé à l'événement hybride parallèle intitulé « Harnessing Biodiversity's Potential for Managing Climate Risks in Food Systems » (Exploiter le potentiel de la biodiversité pour gérer les

risques climatiques dans les systèmes alimentaires) le 17 octobre 2023 afin d'en savoir plus sur le rôle essentiel de la préservation et de l'utilisation durable de la biodiversité dans la gestion des risques agricoles et climatiques, tout en renforçant la résilience.

La spécialiste des questions de renforcement des capacités et du secteur privé de la PARM, Francesca Nugnes, a présenté la biodiversité comme un outil holistique et une solution fondée sur la nature qui aide à lutter contre les risques, notamment en matière de santé, de ravageurs et de maladies, d'érosion des sols, de sécheresse et d'inondations, ou même de production et de qualité.

[Lien vers l'article](#)

ENCADRÉ 10 Exposition « Food Heroes » au siège du FIDA

PARM, octobre 2023

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation et de la Journée internationale des femmes rurales 2023, la PARM a organisé, du 16 au 20 octobre 2023, l'exposition d'art de la PARM — FOOD HEROES au siège du FIDA.

Pendant une semaine, le personnel du FIDA et les visiteurs externes ont eu le loisir d'admirer les magnifiques œuvres d'art qui ornaient l'atrium du FIDA. L'exposition a permis à chacun de découvrir les photos originales et leur transformation en œuvres d'art exposées côte à côte, ainsi que la vidéo de présentation du challenge projetée sur l'écran géant du hall d'entrée. L'exposition a suscité l'admiration, ainsi que des réactions positives et chaleureuses de la part des visiteurs, et a donné lieu à des échanges animés avec l'équipe de la PARM.

[Revivre l'exposition](#)



Publications et supports de connaissance

Pendant la période considérée, la PARM, FARM-D, le programme INSURED et le Réseau pour des services financiers inclusifs en milieu rural (IRF) ont également porté leurs efforts sur la production de connaissances nouvelles par l'intermédiaire de leurs activités de gestion des connaissances et des supports de connaissance. En particulier, des rapports d'événements, des articles de blog, des entretiens avec des experts et des publications ont été produits et diffusés sur les plateformes en ligne de la PARM et de FARM-D. Quelques exemples sont présentés ci-après :



Paiement anticipé pour les petits exploitants : défis et avantages [🔗](#), Mars 2023, PARM

Les petits exploitants n'ont pas les fonds nécessaires pour acheter des intrants (engrais, semences, etc.) avant la saison des semailles. Par conséquent, ils plantent avec peu d'intrants ou avec des intrants de mauvaise qualité, si bien qu'ils ne peuvent pas atteindre la quantité et la qualité exigées par les acheteurs. Les petits exploitants n'ont pas seulement besoin de financements, ils ont aussi besoin de financements au bon moment. Si le financement arrive trop tôt, il risque d'être utilisé pour d'autres priorités imprévues (et il se trouve que les agriculteurs en ont beaucoup) et s'il

arrive trop tard, il ne peut pas être utilisé pour soutenir la production des agriculteurs, mais ne fait qu'alourdir le fardeau de leur dette. Dans ce blog, l'expert en renforcement des capacités de la PARM décrit les avantages et les risques des paiements anticipés pour les petits exploitants et montre comment la PARM, grâce à son réseau de donateurs et de partenaires multipartites, ainsi qu'à ses ateliers, peut faciliter les contacts entre les organisations agricoles, les acheteurs et les institutions financières et aider les organisations agricoles à mieux s'intégrer dans les filières.



Leçons apprises : Intégration de la dimension de genre dans la conception des projets en matière de GRA [🔗](#), Mars 2023, PARM

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, la spécialiste des questions de genre de la PARM a partagé dans ce blog des réflexions éclairées sur la nécessité d'intégrer les questions de genre dans la conception des projets de la gestion des risques agricoles. Elle tire les leçons des efforts de la PARM en matière d'intégration de l'égalité femmes-hommes dans la conception des projets afin de s'assurer que « l'intégration transversale

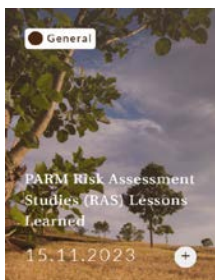
de l'égalité femmes-hommes » ne reste pas une expression vide de sens. Elle met également l'accent sur la nécessité d'une approche intégrée et multiniveau en matière d'égalité femmes-hommes, qui requiert une planification et une mise en œuvre porteuses de changement, y compris des méthodes de facilitation qui s'attaquent aux normes sociales et au renforcement des capacités des femmes, des jeunes et d'autres communautés vulnérables.



Nouvelle méthodologie de la PARM pour la chaîne de valeur [🔗](#), Novembre 2023, PARM

La demande urbaine de produits alimentaires et de produits transformés en Afrique ne cesse de croître et pourtant, les investissements privés dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire restent faibles en moyenne. Il semble que cette augmentation de la demande ne stimule pas autant qu'elle le pourrait la croissance de la filière. Dans ce blog, Tristan Le Cotty,

conseiller technique principal de la PARM, donne des précisions sur la nouvelle méthodologie d'évaluation des risques de la filière mise au point par la PARM. Cette méthodologie vise à identifier les principaux risques existant tout au long des filières et ceux susceptibles d'entraver les investissements privés dans ces filières.



Enseignements tirés des études d'évaluation des risques (EER) de la PARM [🔗](#), Novembre 2023, PARM

Les études d'évaluation des risques sont un élément essentiel du processus de la PARM dans les pays où elle opère. Depuis sa création, la PARM a mené des études d'évaluation des risques dans 9 pays différents, constituant ainsi une base empirique solide pour des connaissances inédites sur les risques agricoles et leur gestion.

Dans cet article, Tristan Le Cotty présente les enseignements tirés de la synthèse de ces études de cas nationales.



Évaluation des risques agricoles dans les filières du maïs et de l'arachide à Madagascar [🔗](#), Décembre 2023, PARM

L'étude d'évaluation des risques dans les filières de maïs et d'arachide basée sur la nouvelle méthodologie de PARM a été développée en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage de Madagascar dans le cadre du processus de mise en place de la Plateforme dans le pays.

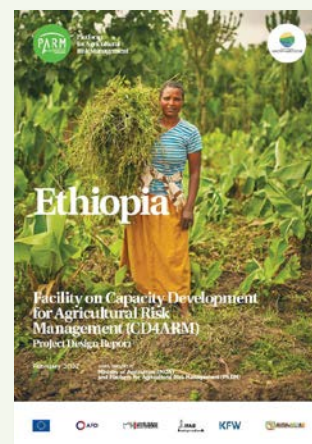
L'étude fournit des recommandations croisées et spécifiques pour les deux filières sélectionnées afin de mieux gérer les risques agricoles identifiés dans chacune d'elles.

ENCADRÉ 11 Rapports de conception de projets

Dans le cadre de son processus au Burkina Faso, en Éthiopie, au Niger et au Sénégal, la PARM a soutenu les gouvernements dans la conception de projets d'investissement pour une meilleure gestion des risques agricoles. Au Burkina Faso, la PARM a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et halieutiques (MARA) pour développer le projet PGRAAM. En Éthiopie, la PARM a conçu le projet « Renforcement des capacités 4ARM » (Renforcement des capacités pour la gestion des risques agricoles) en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et la direction de la vulgarisation. Le projet PARMN au Niger a été conçu en collaboration avec le Haut Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N), et au Sénégal, PARM a conçu le projet PGRAAD avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire (MAERSA).

Le contenu complet de ces projets est disponible dans les rapports suivants publiés sur le site web de PARM :

- [Burkina Faso – rapport de conception de projets](#)
- [Éthiopie – rapport de conception de projets](#)
- [Niger – rapport de conception de projets](#)
- [Sénégal- rapport de conception de projets](#)



ENCADRÉ 12 Rapports-pays finaux

En 2023, la PARM a conclu sa troisième phase avec l'élaboration d'une conception de projets d'investissement pour une meilleure gestion des risques agricoles au Burkina Faso, en Éthiopie, au Niger et au Sénégal. Ces rapports présentent les principaux résultats de l'engagement de la PARM dans ces pays, par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs. De plus, les publications fournissent un résumé exécutif des composantes et sous-composantes du projet de gestion des risques agricoles pour la résilience aux aléas du climat et du marché au Burkina Faso, du projet de renforcement des capacités pour la gestion des risques agricoles en Éthiopie, du projet d'atténuation des risques du marché au Niger et du projet de gestion des risques agricoles pour l'agriculture durable au Sénégal.

Le contenu complet de ces projets est disponible dans les rapports suivants publiés sur le site web de PARM :

- [Burkina Faso - Rapport final](#)
- [Éthiopie - Rapport final](#)
- [Niger - Rapport final](#)
- [Sénégal - Rapport final](#)



Renforcement des capacités

Les activités de renforcement des capacités ont permis d'impliquer diverses parties prenantes (universitaires, centres de formation rurale, organisations de producteurs, entreprises de transformation, acheteurs, institutions de microfinance ainsi que des entités gouvernementales) et de former de futurs formateurs en vue d'un impact durable et inclusif du renforcement des capacités sur la gestion des risques agricoles. À en croire les participants à l'atelier PARM, le renforcement des capacités est un outil permettant de réduire les risques liés aux investissements agricoles, et le dialogue entre ces diverses parties prenantes constitue en lui-même un outil de gestion axé sur les résultats.

En 2023, des experts locaux ont été invités à contextualiser la formation aux besoins de chaque pays et à discuter des risques prioritaires et des outils identifiés par l'étude d'évaluation des risques de PARM. Les bailleurs de fonds nationaux ont été invités à présenter leur travail afin de capitaliser leur expérience et ainsi d'atteindre leurs objectifs dans le cadre des discussions de l'atelier. Au total, 361 personnes ont été formées, dont 111 femmes, et 9 experts ont été invités à intervenir lors des ateliers.

L'impact positif du renforcement des capacités se manifeste par l'intérêt des organisations participantes à intégrer la Gestion des risques agricoles (GRA) dans leurs programmes et leurs pratiques. La mise en place de la phase pilote d'institutionnalisation (INST) au Sénégal, au Burkina Faso et à Madagascar a permis de tirer d'importants enseignements qui

seront utiles pour l'INST dans d'autres pays opérationnels de PARM et pour les organisations partenaires. La Tunisie a aussi manifesté de l'intérêt pour l'INST, avec plusieurs organisations ayant l'intention de développer des plans d'action pour l'INST, notamment l'Institut National Agronomique de Tunisie (INAT).

Les ateliers de renforcement des capacités sont également l'occasion de rencontrer des organisations du secteur privé afin de connaître leurs priorités, de les impliquer dans l'étude d'évaluation des risques et d'informer le plan d'investissement conformément à ces priorités. La PARM a donc élaboré une note conceptuelle sur la manière d'impliquer et de soutenir le secteur privé, qui pourrait ouvrir la voie aux futures activités de la PARM (voir [ENCADRÉ 11](#) sur PARM et le secteur privé).

Au niveau régional

La PARM a tenu un atelier de Renforcement des capacités lors de la réunion annuelle (Réseau pour la prévention des crises alimentaires), organisée par la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et accueillie par l'OCDE à Paris. L'objectif de cette réunion a été de créer un réseau avec plusieurs pays africains afin de mieux comprendre leurs priorités et de potentiellement mobiliser des ressources par le biais de nouveaux bailleurs (l'USAID et la coopération espagnole) et de proposer les services de la PARM aux communautés économiques régionales telles que la

CEDEAO. La réunion a été l'occasion de :

- présenter les services de PARM, l'analyse des risques pays, la nouvelle méthodologie de calcul de la valeur actuarielle (CVA) et les outils de GRA à un public diversifié représenté par 12 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, consolider la relation avec le ministère de l'Agriculture du Burkina Faso pour accélérer le contact entre le MARAH et les pays donateurs ; puis enfin, présenter la PARM au ministère de l'Agriculture de la Mauritanie qui a officiellement demandé l'assistance technique de celui-ci. Les services de PARM ont aussi été présentés aux ministères de l'Agriculture du Tchad et du Bénin ;
- discuter de la gestion des réserves céréalières régionales dans les pays de la CEDEAO et de la manière dont la PARM pourrait soutenir l'analyse des risques et l'identification des outils au niveau régional. La PARM pourrait appuyer non seulement les pays, mais aussi les communautés économiques régionales telles que la CEDEAO ;
- consolider les discussions avec les représentants des bailleurs de fonds de PARM au niveau national (délégation de l'UE au Sénégal et représentants de l'AFD) et renforcer les relations avec le ROPPA (un réseau d'organisations d'agriculteurs), le HC3N (Haut-Commissariat à l'initiative 3N « Les Nigériens nourrissent les Nigériens ») et Agreenum, un consortium d'universités à travers l'Europe et l'Afrique pour promouvoir l'institutionnalisation de la PARM dans les programmes d'études universitaires.





À Madagascar

PARM a mené une formation des formateurs (ToT) avec 39 participants (56 % de femmes) qui a été organisée en collaboration avec le FIDA Madagascar (10 représentants de projets FIDA ont assisté à la formation) en juin 2023. Les participants ont apprécié l'opportunité d'échanger directement avec des investisseurs privés tels que la Banque Nationale de l'Industrie — BNI, partenaire de Proparco et les Investisseurs & Partenaires (partenaire du FIDA et de l'AFD) et ont appris comment accéder au financement. La BNI a souligné l'importance de la création de coopératives pour accroître le pouvoir de négociation des agriculteurs ainsi que la quantité et la qualité de la production ; au niveau institutionnel, il a été souligné que les coopératives sont gérées par le ministère de l'Industrie alors qu'elles devraient l'être par le ministère de l'Agriculture. Le point focal PARM du MINAE a qualifié l'intervention de BNI Madagascar de « révélatrice ».

FIFATA, une fédération d'organisations de producteurs, a présenté son processus de diagnostic des risques conformément à l'approche holistique de PARM, un exemple pratique de GRA utile pour les participants. En outre, d'autres experts invités à la formation des formateurs ont discuté des défis liés à la collecte de données pour la GRA en termes de chaîne de valeur et des questions de genre.

Les programmes du FIDA (DEFIS et AD2M) ont témoigné de l'importance d'une meilleure structuration des organisations agricoles en tant qu'outil de gestion des risques agricoles (identifiée aussi par l'Étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole — AVC-RAS — de PARM à Madagascar) et de l'approche innovante — actuellement testée à Madagascar — des comptes opérationnels conjoints entre acheteurs et producteurs dans l'agriculture contractuelle. L'Université

de l'Itasy a présenté son travail d'analyse des risques dans les filières maïs et arachide avec l'aide de ses étudiants ; la collaboration avec les universités pourrait être utile pour recueillir des données sur l'évaluation des risques de PARM tout en s'appuyant sur les connaissances locales.

L'atelier a permis la prise de contact entre l'Université de l'Itasy et l'Université d'Antananarivo, ce qui a conduit à l'élaboration conjointe d'un plan d'action pour institutionnaliser la GRA. La participation d'investisseurs privés confirme l'engagement de PARM à impliquer le secteur privé dans ses activités en vue de la mobilisation des ressources.

Afin d'atteindre davantage de petits exploitants agricoles et les organisations rurales, la PARM a organisé, en novembre 2023, la toute première formation des formateurs en zone rurales en collaboration avec le centre de formation rurale CAFPA à Antsirabe, dans la région du Vakinankaratra, alors que les formations des formateurs de PARM se déroulent habituellement dans un cadre urbain. CAFPA a bénéficié d'une formation des formateurs de PARM (qui a eu lieu à Antananarivo en juin 2023) et a formé à son tour des producteurs, des transformateurs, des universités et le gouvernement régional d'Antsirabe. Le gouverneur de la région du Vakinankaratra a assisté à la formation des formateurs et a exprimé son intérêt pour l'intégration de la GRA dans ses politiques agricoles locales. Le point focal PARM du ministère de l'Agriculture a aussi participé à l'atelier qui a été animé par l'agent de liaison PARM du pays.

En Tunisie

La PARM a organisé un atelier de sensibilisation sur la GRA qui a rassemblé des

organisations de femmes productrices, des universités, des entreprises agroalimentaires, des institutions de microfinance, des donateurs et des entités gouvernementales, le 3 juillet 2023. Les participants ont montré de l'intérêt pour les filières prioritaires identifiées par le ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP), à savoir les céréales et les olives, mais ils ont aussi encouragé l'analyse des filières animales en tant qu'outil de gestion des risques par la diversification des revenus agricoles et la contribution directe à la sécurité alimentaire. Des entreprises agroalimentaires et du secteur privé telles que l'Huilerie Biologique El Barak, la Société Mutuelle de Multiplication des Semences (COSEM), La Rose Blanche, et le Groupe Loukil ont participé à l'atelier, ce qui témoigne des efforts de PARM pour impliquer plus activement le secteur privé dans ses activités.

En plus de l'atelier de renforcement des capacités en Tunisie, le spécialiste de renforcement des capacités a visité le ministère de l'Économie et de la Planification qui a fortement suggéré l'intégration de PARM dans le projet DINAMO soutenu par le FIDA. Le spécialiste de renforcement des capacités de PARM s'est aussi rendu à la Banque mondiale et à la BAD. La Banque mondiale a encouragé l'instauration d'un partenariat entre la PARM, l'INAT et la BM pour évaluer le rôle des subventions gouvernementales dans la filière du céréale afin de comprendre si ces ressources pourraient être utilisées plus efficacement. La priorité de la BM est la création d'emplois. Le programme de la PARM sur le renforcement des capacités destiné aux entreprises privées renforce leur résilience et favorise la création d'emplois stables et décents.

Tous les partenaires ont mentionné l'importance d'une production certifiée



durable — comme les labels biologiques ; les filières labellisées nécessiteraient donc une étude d'évaluation des risques pour comprendre les risques inhérents à la production biologique et la manière dont ces labels peuvent être un outil permettant de faire face à des risques multiples.

Au Burundi

Un atelier de renforcement des capacités a été organisé à Bujumbura pour sensibiliser à la gestion des risques agricoles. Il a été sursouscrit : 91 participants ont assisté à l'atelier alors que seuls 50 participants étaient attendus. L'atelier a bénéficié de la collaboration d'Auxfin, une organisation multiservices qui encourage les services numériques et la formation des petits exploitants. La session a aussi été l'occasion de rencontrer la coopération belge Enabel qui cofinancera avec PARM la participation de 4 chercheurs burundais à une formation du CIRAD au Sénégal en 2024 ; la formation portera sur « l'anticipation dans la recherche et le développement agricole » dans le but d'intégrer cette approche innovante d'anticipation dans les supports de renforcement des capacités de la PARM. Le CIRAD est intéressé par la mise en place d'un Master en GRA au Burundi. En outre, la coopérative rurale CEAP a été mise en contact avec le projet PRODER du FIDA pour accéder à un appel à propositions PRODER.

Au cours de la mission, la Spécialiste du renforcement des capacités a rencontré 11 organisations du secteur privé dont les contributions ont été instructives pour l'AVC-EER de la PARM (filiale du maïs) ; notamment, la Burundi Fortified Food a fourni des suggestions sur la filière du maïs et One Acre Fund a suggéré un modèle d'entreprise pour l'accès aux semences qui a été implanté avec succès par cette dernière dans divers pays, y compris le Burundi. Les

deux organisations ont aussi été mises en contact avec le Fonds ABC du FIDA.

La plupart des organisations ont souligné la nécessité d'un outil transversal pour la GRA pour renforcer le lien entre les acteurs de la filière, la nécessité d'un contrat à long terme avec les acheteurs, la nécessité de renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne les semences importées et les nouvelles variétés de cultures. L'agroécologie et les pratiques agroforestières ont été considérées comme des outils de gestion des risques efficaces, comme le prouve aussi la coopérative CAPAD (Confédération des Associations de Producteurs Agricoles pour le Développement) qui adopte l'agroécologie depuis 2016.

Un atelier de renforcement des capacités a été organisé exclusivement pour les projets du FIDA afin de connaître leurs priorités et fournir une information cruciale pour l'AVC-RAS de PARM et le projet d'investissement. Le modèle burundais de cultures très diversifiées adopté par les petits exploitants a aussi été discuté au cours de cet atelier de renforcement des capacités.

Au Burkina Faso

PARM a co-organisé un atelier de Renforcement de capacité en collaboration avec les femmes de l'OP REPAFER qui avaient déjà participé à une formation de formateurs de PARM en 2022. REPAFER a mis sur pied un atelier de renforcement des capacités pour former ses membres pendant la semaine internationale des femmes rurales en octobre 2023.

Organisé dans les quartiers Manga et Laye du Zoundwéogo/Centre-Sud du Burkina Faso, l'atelier a accueilli 115 participants, dont 95 femmes, et a bénéficié de la participation de plusieurs autorités locales

ainsi que des représentants du FIDA Burkina Faso. L'agent de liaison national de PARM a aussi fait une présentation sur la GRA au cours de l'atelier.

Au niveau mondial

Un webinaire sur le renforcement des capacités a été organisé en collaboration avec la Climate Bond Initiative le 13 juin 2023 pour comprendre comment l'évaluation et la gestion des risques peuvent aider à mobiliser des capitaux pour la transition. La Climate Bond Initiative était particulièrement intéressée à comprendre comment l'étude d'évaluation des risques de la PARM peut aider les investisseurs privés à se conformer aux normes d'investissement d'impact et les producteurs agricoles à se conformer aux normes volontaires de durabilité (c'est-à-dire Fairtrade, Rainforest Alliance, etc.).

La spécialiste du renforcement des capacités a participé à un panel lors d'un événement parallèle co-organisé par la PARM et le réseau des jeunes du FIDA au Forum mondial de l'alimentation au siège de la FAO le 17 octobre 2023 pour présenter le rôle du renforcement de capacité dans la réduction des risques d'investissement tout en soutenant la biodiversité et en proposant l'agroécologie comme un outil holistique pour la gestion des risques agricoles. PARM a soutenu la participation au panel d'une jeune chercheuse agricole du Sénégal — bénéficiaire de la formation des formateurs de PARM en 2022 — qui a partagé son expérience de terrain sur les bonnes pratiques pour protéger l'eau et le sol, dans le cadre de la conservation et de la valorisation de la biodiversité qui était le thème central de ce panel

Promotion de l'institutionnalisation (INST) de la gestion des risques agricoles dans les programmes universitaires et les pratiques du secteur privé



En 2023, la PARM a redoublé d'efforts pour mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la phase pilote du projet INST visant à intégrer la GRA dans les programmes d'études des universités et les pratiques du secteur privé en vue d'assurer un impact durable des activités de renforcement des capacités de la PARM. Au total, la PARM a contacté directement 21 organisations afin de mobiliser des ressources pour le financement de la phase pilote de l'INST au Burkina Faso et au Sénégal, notamment le FIDA au Burkina Faso et au Sénégal, l'AICS au Sénégal et au Burkina Faso, l'AFD au Sénégal, l'UE

au Burkina Faso, la coopération suisse au Burkina Faso, Mastercard au Sénégal, le FENU au Burkina Faso, etc. (la liste complète des partenaires contactés pour l'INST se trouve dans l'encadré 14). La PARM a également intensifié la communication sur le projet INST sur ses plateformes de communication et celles du FIDA (bulletins, site web, médias sociaux, etc.). De ce fait, PARM reçoit, par le biais de la Facilité de financement du FIDA pour les transferts de fonds (FFR), un financement de 100 000 euros de l'AICS pour financer le démarrage de la phase pilote de l'INST au Sénégal. Au cours du dernier trimestre 2023, la PARM a lancé la phase pilote pour institutionnaliser la GRA au Burkina Faso et à Madagascar.

Une feuille de route a été signée avec les organisations sélectionnées, à savoir l'Université de Nazi-Boni, l'association de productrices Tin Buaba (axée sur l'agriculture hydroponique) travaillant conjointement avec un centre de formation rurale (CPR Fada) et l'institution de microfinance (AP/SFD) au Burkina Faso ; et l'Université de l'Itasy

(intégrant un module sur la GRA dans leur programme de master en l'agroécologie, la biodiversité et le changement climatique, confirmant l'importance de la GRA pour ces 3 questions), la microfinance SMMEC (intégrant la GRA dans leurs statuts confirmant l'importance de la GRA dans la réduction des risques des investissements) et le centre de formation CAFPA d'Antsirabe (se concentrant sur les jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 24 ans et l'élevage) à Madagascar.

Ces organisations ont déjà produit le premier résultat attendu, à savoir l'analyse de la demande de formation en GRA dans leurs pays respectifs. Les principaux résultats montrent que sur les 278 participants interrogés par l'Université Nazi-Boni, 62 % n'ont aucune connaissance en GRA et que sur les 110 participants interrogés par les organisations de productrices Tin Buaba, 61 % n'ont aucune connaissance en GRA. Un premier impact important en termes d'inclusion financière a déjà eu lieu : deux de ces organisations qui n'avaient pas de compte bancaire en ont désormais un.

Partenariats et engagements mondiaux

Renforcer les partenariats et les processus de génération/partage de connaissances sur la gestion des risques environnementaux aux niveaux local, national, régional et/ou mondial est l'un des principaux résultats de PARM Horizon 2. En particulier, dans le cadre de la stratégie de gestion des connaissances, l'engagement des partenaires, la collaboration et la co-création sont des principes fondamentaux de l'approche de PARM H2.

Au cours de la période considérée, la plate-forme a intensifié ses contacts avec des bailleurs de fonds potentiels et des partenaires opérationnels dans ses pays cibles, en particulier dans ceux qui font l'objet d'un projet de conception et d'un projet de l'INST. En soutien aux gouvernements, l'équipe PARM a continué à vérifier l'intérêt et les engagements des partenaires potentiels de développement et de mise en œuvre au Burkina Faso, en Éthiopie, à Madagascar, au Niger et au Sénégal. Le secrétariat PARM a discuté avec divers donateurs et partenaires potentiels d'exécution, avant, pendant et après les études d'évaluation des risques, de conception et de renforcement des capacités sur le terrain. La participation de la PARM à la conférence du RPCA a également permis d'explorer les possibilités de collaboration avec les communautés économiques

régionales (CEDEAO, WECARD, CILSS) et avec de nouveaux pays (Mauritanie, Tchad, Bénin), ainsi qu'avec le secteur privé (ROPPA). Par ailleurs, PARM s'est engagé avec un nouveau partenaire, **Climate Bond Initiative (CBI)**, dont les membres comprennent également FAIRR, une alliance d'investisseurs privés à impact. En raison de l'expertise analytique de la PARM, CBI lui a proposé d'intégrer son groupe de travail sur l'élaboration de normes de durabilité agricole. Les partenaires techniques et financiers et les opérateurs du secteur privé consultés sont intéressés par les projets d'investissement de la PARM, le projet INST et les activités de Renforcement de capacité, et certains ont exprimé un intérêt à participer et à envisager d'allouer des fonds à des composantes/activités spécifiques des projets ou à l'essai pilote du projet INST. En 2023, PARM a rencontré et consulté plus de 50 institutions au Burkina Faso, au Burundi, à Madagascar ainsi qu'au Sénégal, de même qu'au niveau des entreprises, afin de collecter des informations, des données et des expériences pour étayer l'élaboration du Rapport de conception de projets (PDR) et explorer les partenariats techniques et financiers possibles, avec la communauté des bailleurs, le secteur privé et les partenaires opérationnels.

La PARM a poursuivi son partenariat avec le programme INSURED, qui a continué ses activités au niveau national pour intégrer le risque climatique et l'assurance agricole dans le portefeuille du FIDA.

Par ailleurs, la PARM a également créé des synergies avec les initiatives internes du FIDA, en particulier avec la Facilité de financement des envois de fonds (FFR), lors de la conception du projet d'investissement pour le Sénégal. FFR est le fer de lance de la phase du projet consacrée aux transferts de fonds en tant qu'outil de gestion des risques agricoles. La PARM a également renforcé la collaboration avec le réseau des jeunes du FIDA lors du Forum mondial de l'alimentation et avec l'AICS Ghana pour l'organisation d'un atelier sur le Renforcement de capacité en juin 2024 à Accra. L'atelier organisé au Ghana est exclusivement destiné aux entreprises du secteur privé, principalement orientées vers l'exportation, en collaboration avec l'Institut italien du commerce extérieur (ICE) et l'ambassade d'Italie au Ghana.

L'ENCADRÉ 14 fournit une liste détaillée des partenaires et institutions approchés par PARM en 2023.

ENCADRÉ 14 Liste exhaustive des partenaires financiers et techniques approchés par la PARM

Burundi

UE (Union européenne) AFD (Agence française de développement)

FIDA (Fonds international de développement agricole) BAD (Banque Africaine de Développement) Coopération néerlandaise ENABEL (Agence belge de développement)

JICA (Agence japonaise de coopération internationale)

Unité de coopération à l'ambassade de France au Burundi

PNUD (Programme des Nations unies pour le développement)

PAM (Programme alimentaire mondial) SFI (Société financière internationale) IRRRI (Institut international de recherche sur le riz)

AUXFIN

ILRI (Centre international de recherche sur l'élevage)

IITA (Institut international d'agriculture tropicale)

CABI (Centre international pour l'agriculture et les biosciences)

Madagascar

AFD (Agence française de développement)

UE (Union européenne) FIDA (Fonds international de développement agricole)

BM (Banque mondiale) Ambassade de la Corée du Sud UKaid

USAID (Agence des États-Unis pour le développement international)

BAD (Banque Africaine de Développement)

FIFATA (Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha : Association pour le progrès des paysans)

SMMEC (Société Mutualiste d'Épargne et de Crédit Malgache)

Université de l'Itasy

Université d'Antananarivo — ESSA (École Supérieure des Sciences Agronomiques)

CAFPA Antsirabe (Centre d'Appui et de Formation pour les Producteurs et les Agriculteurs)

BNI (Banque Nationale de l'Industrie Madagascar)

Burkina Faso

UE (Union européenne)

AICS (Agence Italienne pour la Coopération et le Développement) AFD (Agence Française de Développement)

BM (Banque Mondiale)

USAID (Agence des États-Unis pour le Développement International)

BAD (Banque Africaine de Développement)

BADEA (Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique)

FIDA (Fonds International de Développement Agricole) FAO (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture)

FMO (Banque néerlandaise de développement de l'entreprise) FVC (Fonds vert pour le Climat) Coopération suisse Coopération autrichienne

PACTE (Projet Agricole Contractuel et de Transition Ecologique)

CILSS (Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel) CORAF/WECARD (Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement agricoles) Agreenium

REPAFER (Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation des Femmes Rurales)

Université de Nazi-Boni — institut de développement rural

Centre de promotion rurale de Fada AP-SFD (Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés)

ISDB (Banque Islamique de Développement)

Sénégal

UE (Union européenne)

AICS (Agence Italienne pour la Coopération et le Développement)

AFD (Agence Française de Développement)

BM (Banque Mondiale)

FIDA (Fonds international de développement agricole)

FAO (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture)

Affaires mondiales Canada

JICA (Agence japonaise de coopération internationale)

KOICA (Agence Coréenne de Coopération Internationale) BADEA (Banque Arabe pour le

Développement Économique en Afrique) SFI (Société Financière Internationale) Fondation Mastercard

CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux)

CNAAS (Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal) La Banque Agricole

FENU (Fonds d'Équipement des Nations Unies)

BAD (Banque Africaine de Développement)

USAID (Agence américaine pour le Développement international)

Entreprises

Cargill

Initiative sur les obligations climatiques CICR (Comité International de la Croix-Rouge)

Banque Afrexim

BERD (Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement) Agreenium

Ghana

AICS

Institut Italien du Commerce Extérieur (ICE) Ambassade italienne

Association des industries du Ghana Alliance pour la révolution verte en Afrique GIZ

USAID

KfW

ENCADRÉ 15 La PARM et le secteur privé

Au cours de l'année 2023, la PARM a accordé un rôle prépondérant au secteur privé en impliquant des entreprises du secteur privé dans ses actions de renforcement des capacités, sa gestion des connaissances et ses activités de mobilisation des ressources. Les organisations paysannes, les transformateurs, les entreprises alimentaires, les exportateurs, les institutions de microfinance, etc., sont régulièrement invités à des ateliers sur le renforcement des capacités afin d'intégrer leurs priorités dans le plan d'investissement de la PARM et éventuellement mobiliser des ressources. Le secteur privé est également impliqué dans la GRA de l'INST (les organisations paysannes et les institutions de microfinance institutionnaliseront la gestion des risques agricoles) ; par conséquent, le projet pilote INST en cours permettra de mieux identifier les priorités et les pratiques du secteur privé en matière de GRA.

Par ailleurs, la PARM a identifié trois voies de collaboration avec le secteur privé :

Les études d'évaluation des risques de la PARM peuvent faciliter la traçabilité et la transparence des chaînes de valeur

L'analyse des risques de la chaîne de valeur PARM est utile et permet d'aborder la question de la transparence et de la traçabilité des chaînes de valeur. La transparence fournit des informations sur l'appropriation de la valeur et met en évidence les violations des droits humains qui peuvent entraîner un risque de troubles sociaux et de perte

de parts de marché. La traçabilité garantit l'origine de la production. Dans le cas où la production provient de la déforestation, il y a un risque de non-conformité avec le règlement de l'UE sur les produits sans déforestation et les lois nationales, ainsi qu'un risque de dégradation des sols. Les acheteurs conventionnels et sociaux exigent la traçabilité et la transparence. Par exemple, Cargill aide les agriculteurs à se conformer aux normes de durabilité. MARS Inc. met l'accent sur la transparence et la traçabilité — un défi car elle travaille avec des myriades de petits exploitants. Incofin, un investisseur d'impact, évalue la durabilité sociale, économique et environnementale (3BL). La PARM peut générer des informations pour faciliter la transparence et la traçabilité de capital-risque.

Une approche holistique de la PARM peut soutenir les investissements d'impact

Les investisseurs d'impact exigent de leurs fournisseurs qu'ils respectent les normes de durabilité (normes de durabilité sociale, économique et environnementale). La démarche holistique de la PARM, qui aborde les risques multiples (production, marché, social, financier, institutionnel), contribue à faciliter cette conformité en formant les fournisseurs à la collecte et à l'analyse des données sur la durabilité sociale, économique et environnementale. Les normes de durabilité sont un outil permettant de réduire les risques des investissements et la PARM peut fournir des données et des analyses permettant d'évaluer la durabilité sociale,

économique et environnementale. La PARM pourrait également évaluer les risques liés à la transition vers une agriculture durable.

Courtage de PARM pour les opérations non-souveraines

Par l'intermédiaire des ateliers de renforcement des capacités, la PARM peut identifier les opérations non souveraines potentielles, les former à la gestion de risques multiples et créer une filière pour les bailleurs de fonds qui ont besoin de mesurer et de traiter des risques multiples (sociaux, économiques et environnementaux). Au Burundi, la PARM a rencontré séparément 11 entreprises privées qui ont contribué à informer l'étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole de PARM (PARM AVC-EER) et ont fourni des suggestions sur les outils de GRA. Ainsi, au Sénégal, la médiation et la formation de PARM auprès d'une institution de microfinance de PAMECAS a permis à cette dernière d'accéder à un prêt du fonds ABC de 3 millions de dollars sur une période de 4 ans. Bamboo Capital Partners — gestionnaire du fonds ABC — a demandé à la PARM de fournir des détails sur la formation reçue par PAMECAS afin de comprendre comment cela pouvait appuyer la décision d'investir dans PAMECAS. En outre, PARM a prévu, à la demande de l'AICS Ghana, d'organiser une formation des formateurs pour les entreprises privées au Ghana en juin 2024. Quatre entreprises privées du Burundi — formées par PARM — ont également été présentées au Fonds ABC du FIDA.



2.5. Activités menées dans les pays

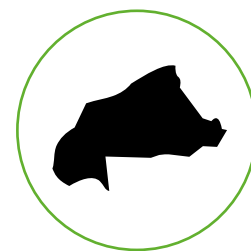
En bref





© PARM

Burkina Faso



Suite à la conception et la validation du projet d'investissement de la GRA « PGRAAM » au Burkina Faso, les efforts visant à engager des partenaires techniques et financiers dans la gestion des risques agricoles au Burkina Faso se sont poursuivis en 2023 en étroite collaboration avec le gouvernement. Ces efforts se sont traduits par des interventions lors des différentes sessions des groupes de partenaires, par leur participation à tous les événements de la PARM (y compris les ateliers et les sessions de renforcement des capacités), et par une communication soutenue facilitée par l'officier de liaison du pays.

En outre, des contacts bilatéraux ont été établis par le Secrétariat au cours de leurs visites au Burkina Faso.

Une étape décisive a été franchie en 2021 avec l'achèvement de l'étude d'évaluation des risques (EER) dans le secteur agricole et la formulation du projet qui en a découlé. Il s'agit d'une innovation importante qui a attiré l'attention des représentations des partenaires dans le pays, en raison de l'analyse méticuleuse et des contributions potentielles à leurs propres programmes. Des partenaires tels que la FAO, l'USAID, l'Agence de développement autrichienne

et l'Agence de développement suisse ont exprimé un intérêt particulier pour l'approche globale préconisée par la PARM. En examinant l'alignement sur les stratégies et les mécanismes financiers des partenaires techniques et financiers soutenant la gestion des risques agricoles, une liste de priorités a été établie pour l'attribution des demandes de financement. Les entités identifiées sont la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds international de développement agricole (FIDA), la FAO, la coopération autrichienne, l'Agence Française de Développement (AFD), la coopération allemande (GIZ), l'Agence de Coopération Italienne (AICS), et la coopération suisse. Sur la base de cette liste, le ministre de l'Agriculture, des Ressources Animales et halieutiques (MARAH) a soumis une demande à son homologue du ministère des Finances pour solliciter officiellement un financement auprès de ces organisations.

Après avoir reçu une demande de financement du ministre de l'Agriculture, le ministre des Finances a adressé des demandes à cinq partenaires financiers : la Banque Mondiale, la BAD, le FIDA, la FAO et l'Union européenne. Des réponses

promptes ont été reçues de la Banque Mondiale et de la BAD, la première indiquant des contraintes budgétaires et la seconde programmant une mission, en septembre 2023, pour identifier deux nouveaux projets, y compris le PGRAAM.

La mission commandée par la BAD visait à identifier le PGRAAM, actuellement en phase de recherche de financement et soutenu par le ministère de l'Agriculture, ainsi que le PRESPA, un projet forestier (actuellement au stade d'idée conceptuelle) soutenu par le ministère de l'Environnement. Au cours de ses travaux, la mission a conclu qu'il serait judicieux de fusionner ces deux projets en un programme unifié, étant donné que l'objectif commun est d'améliorer la résilience des populations rurales. En conséquence, elle a suggéré que les deux ministères collaborent à l'élaboration d'une note conceptuelle pour ce nouveau programme, dans l'intention de la soumettre à la Banque pour le lancement d'une prochaine mission de préparation. Toutefois, le ministère de l'Agriculture n'a pas approuvé cette proposition, pour les raisons suivantes :

- La proposition fait régresser le PGRAAD du stade de la recherche de financement à celui d'idée conceptuelle, ce qui risque de réduire à néant tous les efforts investis dans la préparation du projet au cours des deux dernières années.

- Malgré un objectif commun de renforcement de la résilience des populations rurales, les deux projets diffèrent considérablement en termes de contenu et d'approche.

- Le ministère de l'Agriculture, qui a participé à plusieurs sessions de renforcement des capacités organisées par la PARM depuis 2020, soutient qu'un projet forestier, même s'il possède une couverture d'assurance agricole, n'aborde pas de manière exhaustive tous les risques auxquels ils sont confrontés. L'approche holistique préconisée par la PARM est jugée essentielle pour atteindre les objectifs du Projet de Gestion des Risques Agricoles pour une Agriculture Durable (PGRAAM).

- La mission a souligné que le nouveau programme sera supervisé par un seul ministère, une disposition qui pourrait conduire à un dysfonctionnement

institutionnel, susceptible d'avoir un impact sur la réalisation des objectifs.

- Le financement de ce programme n'est pas prévu avant 2026, dans le cadre des 17 allocations de la BAD. Toutefois, il n'est pas certain qu'il couvre suffisamment les besoins des deux projets. Par conséquent, des suppressions de volets peuvent avoir lieu en cas d'ajustements budgétaires.

Des discussions récentes avec le ministère des Finances ont permis au PARM de réitérer la volonté de la Banque Arabe pour le Développement économique en Afrique (BADEA) de financer le PGRAAM, sous réserve d'une demande formelle de la part du gouvernement. Le ministère des Finances a répondu positivement à cette proposition mais a noté que l'allocation de la BADEA pourrait être insuffisante pour couvrir toutes les composantes du PGRAAM. Par conséquent, le ministère a décidé de rechercher un financement supplémentaire en adressant des demandes à deux banques arabes de développement, BADEA et ISDB, afin de mobiliser les ressources nécessaires.

Le ministre de l'Agriculture devra adresser une nouvelle demande au ministre des

Finances, exposant les résultats de la mission d'identification de la BAD. Le ministre de l'Agriculture devrait aussi demander à ce que le projet soit réorienté vers les banques arabes de développement. Le ministère de l'Agriculture a accueilli favorablement cette proposition et s'est engagé à soumettre la nouvelle demande. Toutefois, Le ministère de l'Agriculture a noté que les procédures de ces institutions financières ne sont pas bien comprises, ce qui a un impact significatif sur la performance des projets qu'elles financent. Le responsable de la liaison nationale de la PARM a suggéré qu'une fois le financement assuré, une ligne budgétaire soit incluse dans la composante de gestion du projet pour couvrir un stage d'immersion du coordinateur au siège des institutions concernées, afin de le familiariser avec leurs diverses procédures.

Prochaines étapes

Maintenir un engagement politique continu avec la nouvelle direction du ministère de l'Agriculture dans le cadre de la mobilisation des ressources pour le projet.



© PARM

Sénégal



En 2023, la PARM a partagé avec le ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire (MAERSA) la dernière version du projet d'investissement intitulé « Projet de Gestion des Risques agricoles pour une Agriculture durable » – PGRAAD, conçu sur la base d'une approche inclusive impliquant le secteur privé et la société civile, y compris les hommes, les femmes, et les organisations de jeunes agriculteurs, avec l'appui de PARM et du FFR. Le projet PGRAAD s'inscrit dans la nouvelle stratégie de souveraineté alimentaire du Sénégal.

L'objectif principal du PGRAAD est de contribuer à la réalisation de la souveraineté alimentaire et de renforcer la résilience des producteurs face aux risques agricoles. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants : (i) permettre aux agriculteurs d'avoir accès aux informations pour prendre des décisions éclairées en matière de gestion des risques agricoles ; (ii) encourager les prestataires de services financiers ruraux à utiliser les envois de fonds comme instrument de gestion des risques agricoles pour les ménages ruraux ; et (iii) renforcer les capacités institutionnelles et professionnelles en matière de gestion des risques agricoles, en veillant

à son institutionnalisation conformément à l'approche holistique de PARM.

Depuis le début de la phase de conception du PGRAAD, PARM, en collaboration avec le MAERSA, a participé activement à un dialogue politique avec divers partenaires techniques et financiers. L'objectif est d'assurer le financement nécessaire à la réalisation du projet. Ce dialogue permanent implique des institutions clés telles que la Banque Africaine de Développement (BAD), l'AFD, l'AICS, la Banque Islamique de Développement, la Banque Arabe pour le Développement économique en Afrique (BADEA), l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), Affaires Mondiales Canada, et le bureau du FIDA au Sénégal. Le ministre de la MAERSA a soumis au ministre de l'Économie, de la planification et de la coopération, une demande de financement pour exécuter le PGRAAD et capitaliser l'intérêt de la BADEA à contribuer aux ressources financières du projet afin de consolider et d'approfondir son appui continu au secteur agricole. Le montant total demandé à la BADEA est estimé à 2 000 000 000 CFA (environ 3 350 000 USD). Par ailleurs, la MAERSA qui a commencé à déployer le PGRAAD, l'a intégré dans le Plan d'Action Prioritaire (PAP 3) du Plan Sénégal Emergent (PSE). Le PAP

3 succède au PAP 2 (2019-2023) et sert de cadre opérationnel pour les investissements prioritaires des cinq prochaines années, de 2024 à 2028. En intégrant le PGRAAD dans le PAP 3, le gouvernement du Sénégal, à travers les budgets alloués aux ministères sectoriels dans les Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses, contribue au financement des initiatives de gestion des risques agricoles.

Suite à l'inscription du PGRAAD dans le PAP 3, le Comité technique national de la GRA a organisé un atelier du 21 au 24 août 2023, afin de formuler un plan d'action sur la GRA en appui au PGRAAD. Cet atelier a réuni des représentants des ministères sectoriels au sein du comité technique national. Ensuite, chaque ministère sectoriel a présenté les actions entreprises dans la GRA entre 2021 et 2023 et a identifié les actions prévues pour 2024-2026. Le plan d'action consolidé de la GRA pour 2024-2026 est actuellement en phase de finalisation.

Prochaines étapes

La PARM continuera à soutenir le MAERSA dans ses efforts pour obtenir des fonds pour le projet.



© PARM

Niger

- 

01
Engagement
et mise en place
- 

02
Évaluation et priorisation
des risques agricoles
- 

03
Évaluation et
conception de l'outil
- 

04
Soutien à la
mise en oeuvre



Suite à une approche inclusive impliquant le secteur privé et la société civile, y compris les hommes, les femmes et les organisations de jeunes agriculteurs, l'équipe de conception de PARM a développé et finalisé le projet d'investissement intitulé « Projet d'Atténuation des Risques du Marché » — PARMN (Acronyme français) au Niger, approuvé par le gouvernement au premier trimestre 2023.

Le projet a été officiellement enregistré auprès du ministère de la Planification, ce qui en fait un projet éligible aux priorités de financement du gouvernement.

Depuis le début de la phase de conception de PARMN, la PARM, en collaboration avec l'équipe du Haut Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N), a participé activement à un dialogue politique avec divers partenaires techniques et financiers (PTF). L'objectif est d'assurer le financement nécessaire à la réalisation du projet. Ce dialogue permanent implique des institutions clés telles que la Banque mondiale, l'AFD, l'AICS et le bureau du FIDA au Niger.

Le coup d'État militaire qui s'est produit en juillet 2023 a gravement entravé les efforts du gouvernement pour mobiliser des ressources

pour le PARMN, car de nombreux PTF ont considérablement réduit leur soutien au pays de manière temporaire.

Prochaines étapes

Continuer à suivre la situation politique et rétablir la communication avec le gouvernement et les PTF lorsque la situation évolue positivement, conformément aux attentes des communautés régionales et internationales.



Éthiopie

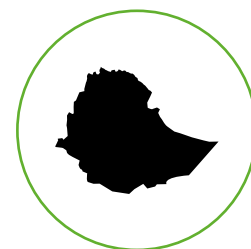
- 

01
Engagement
et mise en place
- 

02
Évaluation et priorisation
des risques agricoles
- 

03
Évaluation et
conception de l'outil
- 

04
Soutien à la
mise en oeuvre



Suite aux recommandations de la Direction de la vulgarisation du ministère de l'Agriculture, la PARM et le ministère de l'Agriculture ont engagé des discussions techniques et de mobilisation des ressources avec diverses organisations pour financer la réalisation du projet CD4ARM (Renforcement des capacités pour la Gestion des risques agricoles), y compris GIZ- GIC, Radios Rurales Internationales (FRI), Self Help Africa, CIAT, CIMMYT, GIZ-CLM, AFAAS, Precision Agriculture for Development, SNV Hortilife, et Digital Green Ethiopia, USAID, projets financés par la Banque mondiale, coopération finlandaise, etc. Malheureusement, ces discussions n'ont pas abouti à une collaboration concrète.

PIN (People In Need), une ONG de la République tchèque, était intéressée par le projet CD4ARM. PIN a rencontré le personnel du ministère de l'Agriculture afin d'identifier les zones du projet PIN où le CD4ARM pourrait être exécuté en Éthiopie.

Malheureusement, des contraintes financières ont empêché l'intégration continue du CD4ARM dans les portefeuilles actuels du PIN, ce qui a conduit à l'interruption de l'engagement avec le PIN.

La PARM est actuellement en discussion avec le FIDA pour l'intégration d'un certain nombre

d'activités du CD4ARM dans le projet PACT nouvellement conçu.

En 2023, un engagement continu a été maintenu avec le point focal du ministère de l'Agriculture pour le CD4ARM et l'unité de coordination du développement rural et de la sécurité alimentaire (REDF&S). Cet engagement était essentiel pour établir un lien efficace avec les donateurs potentiels et ainsi élaborer une stratégie commune de mobilisation des ressources.

En outre, il était essentiel de s'engager avec le point focal du ministère de l'Agriculture pour interagir avec les coordinateurs des différents projets au sein de celui-ci. La PARM a maintenu la communication avec les donateurs identifiés comme des bailleurs de fonds potentiels pour le CD4ARM sur la base d'efforts de mobilisation de ressources antérieurs. Ces donateurs sont les suivants : Le bureau national du FIDA, l'Agence italienne de développement, l'ambassade des Pays-Bas, la Banque Mondiale, le PIN, la BAD. Des efforts ont également été déployés pour atteindre les points focaux des nouveaux donateurs afin de promouvoir le CD4ARM. Les nouveaux donateurs potentiels sont les suivants : USAID, KfW, l'ambassade d'Autriche, le gouvernement britannique et l'ambassade de Finlande.

La PARM s'est principalement concentré sur les

donateurs les plus prometteurs, en particulier le FIDA (par l'intermédiaire de PACT), l'AICS, l'Ambassade des Pays-Bas et l'USAID : FIDA (par l'intermédiaire de PACT), AICS, Ambassade des Pays-Bas et USAID. L'accent n'a pas été suffisamment mis sur une liste plus large de fondations et d'autres donateurs potentiels mentionnés lors de diverses réunions avec les parties prenantes, tels que la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), la Fondation Mastercard et l'Ambassade d'Irlande. Ces donateurs sont des cibles potentielles pour 2024.

Prochaines étapes

En 2024, nous nous concentrerons principalement sur l'intégration et l'exécution des activités du CD4ARM au sein de PACT, projet financé par le gouvernement italien, et du projet PIN. Nous donnerons également la priorité à un suivi étroit avec d'autres donateurs potentiels afin de garantir un financement supplémentaire. En maintenant un accent stratégique sur les donateurs à fort potentiel et en élargissant notre portée à de nouveaux bailleurs de fonds potentiels, PARM vise à mobiliser avec succès des ressources pour l'exécution du CD4ARM.



© PARM

Madagascar



À Madagascar, la PARM a lancé la première phase de l'évaluation des risques agricoles en suivant les directives du gouvernement, afin d'envisager une évaluation des risques agricoles basée sur la chaîne de valeur. Cette évaluation sera étayée par la nouvelle méthodologie de la PARM, qui évalue les risques agricoles tout au long de la chaîne de valeur des produits de base que sont le maïs et l'arachide, respectivement une culture vivrière et nutritionnelle en plus d'une culture destinée à l'exportation. Ces deux cultures répondent aux priorités de l'agriculture malgache.

En mai 2023, un atelier sur la gestion des connaissances et une réunion technique avec la participation des parties prenantes concernées de la GRA ont été organisés pour améliorer les résultats préliminaires de l'étude d'évaluation des risques. L'objectif était de valider les principales recommandations identifiées dans l'étude.

En septembre 2023, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage a validé le rapport d'évaluation des risques liés aux filières agricoles du maïs et de l'arachide. L'encadré 16 ci-dessous présente les points saillants de l'étude, tels que les principales recommandations et la note de vulnérabilité qui est évaluée par un

calcul attribuant une pondération de 60 % à l'exposition au risque et une pondération de 40 % à la capacité de gestion du risque. En d'autres termes, un risque plus élevé combiné à une capacité d'adaptation plus faible se traduit par une plus grande vulnérabilité. En revanche, lorsque l'impact du risque est minime et/ou que la capacité d'adaptation est élevée, la vulnérabilité reste à un niveau modéré. La phase suivante a consisté à concevoir un projet d'investissement dans le domaine de la gestion des risques agricoles : Gestion des Risques agricoles pour la Croissance inclusive et la Résilience (GRACIR), guidé par les enseignements tirés de l'étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole.

Du 2 au 20 octobre 2023, une mission de conception de la PARM en visite à Madagascar a élaboré le projet de gestion des risques agricoles pour la croissance inclusive et la résilience (GRACIR). Cette mission a été menée en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture et de l'élevage (MINAE), le FIDA et le consortium PARM/CIRAD/ICRISAT et Norman Borlaug Institute for International Agriculture au Texas A&M University. Ces collaborations visaient à mettre en commun les ressources techniques pour concevoir efficacement le projet GRACIR à Madagascar.

Les objectifs principaux de la mission de conception du GRACIR étaient les suivants : (i) formuler le projet en concertation avec le gouvernement et les acteurs du secteur agricole et rural sur la base des recommandations de l'étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole approuvées par le gouvernement Malgache ; (ii) susciter l'intérêt et obtenir l'engagement des partenaires techniques et financiers pour appuyer la réalisation du projet ; (iii) engager le secteur privé, y compris les organisations de producteurs (OP), les agro-fournisseurs, les transporteurs, les banques, les institutions de microfinance et les compagnies d'assurance, à participer à la mise en place et à l'exécution du projet ; et (iv) favoriser un esprit de partenariat entre les principaux acteurs du secteur.

L'équipe chargée de la mission a tenu une série de réunions approfondies avec le secteur public, tout d'abord avec le ministre, le secrétaire général, le directeur général de la MINAE et leur personnel. La BADEA a organisé des réunions avec le Trésor public du ministère des Finances pour les informer du projet et de l'intérêt d'inviter la BADEA et d'autres PTF clés à s'associer au projet PARM.

L'équipe de la mission a également rencontré les services de la MINAE et d'autres institutions publiques compétentes dans le secteur de la GRA, des partenaires techniques et financiers, des organisations de producteurs, des coopératives de producteurs et des organisations de la société civile, des instituts de recherche et d'enseignement supérieur, des prestataires de services financiers, des fonds d'investissement à impact, des assureurs et des réassureurs, ainsi que des opérateurs privés et leurs chambres de commerce.

La stratégie du projet est de développer des outils durables de réduction des risques agricoles, en (i) renforçant la performance économique des filières soutenues par

la sécurisation de l'accès aux facteurs de production ; (ii) appuyant la structuration des acteurs économiques en contribuant à la mise en place d'écosystèmes moins risqués et propices aux affaires au sein des filières et impliquant les secteurs public et privé ; et (iii) améliorant la capacité des institutions, dont le MINAE, à anticiper les risques.

Prochaines étapes

Suite à la validation du rapport de conception du projet GRACIR (PDR) prévue au premier trimestre 2024, la PARM poursuivra le dialogue avec les PTF afin d'assurer le financement nécessaire à la mise en œuvre du projet.



ENCADRÉ 16 Madagascar : Étude d'évaluation des risques liés à la chaîne de valeur agricole

Chaîne de valeur du maïs

Notes de vulnérabilité		Fournisseurs d'intrants	Producteurs (Sud Ouest)	Producteurs (Centre, Est, Nord)	Agrégateurs	Transformateurs	Distributeurs	Services Financiers	Chaîne de valeur
Météo	Déficit hydrique	-	7.5	4.2	3.5	6.3	4.2	4.2	5.0
	Météo Manque de pluie	-	7.4	7.4	3.5	5.1	4.2	4.2	5.3
	Inondations	-	4.4	7.1	3.5	4.8	4.2	4.2	4.7
Phyto	Chenille légionnaire	-	7.3	7.3	3.5	7.5	4.4	4.4	5.7
	Criquets	-	5.8	4.4	3.1	4.7	4.2	4.2	4.4
Marché	Baisse des prix	4.4	6.0	6.0	2.8	3.0	3.9	3.5	4.2
	Hausse des prix	-	-	-	2.8	7.5	4.0	3.5	4.5
	Hausse prix engrais	5.7	4.0	5.1	3.0	4.1	3.4	3.2	4.1
Logistique	Accident de transport	4.0	-	-	4.5	4.0	4.4	2.5	3.9
	Braquage déplacement	4.4	-	-	4.9	4.4	4.4	3.6	4.3
	Choc logistique maritime	5.4	4.9	4.9	3.7	4.0	4.5	3.6	4.5
Stock	Infestation de stock	-	5.0	5.0	2.6	2.4	3.5	2.3	3.4
	Vol de stock	3.7	5.3	5.3	3.7	3.4	4.9	1.7	4.0
	Incendie d'entrepôt	3.9	4.6	4.6	3.3	2.6	4.2	1.1	3.5
Macro	Crise politique	5.2	4.6	4.6	4.0	4.6	4.3	3.5	4.4
	Crise financière	5.2	4.4	4.4	3.6	6.4	4.0	5.3	4.8
	Racket	4.3	-	-	3.4	6.1	3.8	3.5	4.2
Personnes	Accident personnel	4.3	6.5	6.5	4.7	4.9	4.4	1.1	4.6
Moyenne par acteu		4.6	5.5	5.5	3.6	4.8	4.2	3.3	-

Principales recommandations

Stratégies transversales de gestion des risques

- Augmenter la diversification variétale et l'offre de semences dans les deux sous-secteurs. Les sous-secteurs du maïs et de l'arachide à Madagascar disposent actuellement d'un nombre limité de variétés, malgré la recherche internationale étendue et diversifiée consacrée

Chaîne de valeur (arachide)

Notes de vulnérabilité		Producteurs (Sud Ouest)	Producteurs (Centre, Est, Nord)	Agrégateurs	Transformateurs	Distributeurs	Services Financiers	Chaîne de valeur
Météo	Déficit hydrique	4.1	3.8	3.3	4.2	3.7	3.7	3.8
	Manque de pluie	7.7	7.7	4.2	6.1	4.1	4.2	5.6
	Inondations	4.6	9.0	4.2	7.6	4.1	4.2	5.6
Phyto	Larves de mineuses	7.8	7.8	4.1	9.1	4.4	4.4	6.2
	Criquets	6.2	4.9	4.0	6.0	4.2	4.2	4.9
Marché	Baisse des prix	6.3	6.3	3.4	4.0	4.2	3.7	4.6
	Hausse des prix	-	-	3.4	8.5	4.4	2.5	4.2
	Accident de transport	-	-	5.0	5.1	4.4	2.5	4.2
Logistique	Braquage déplacement	-	-	5.4	5.1	4.4	3.6	4.6
	Choc logistique maritime	5.9	5.9	4.0	3.5	3.9	3.6	4.5
Stock	Infestation de stock	5.1	5.1	3.4	3.8	3.5	2.3	3.9
	Vol de stock	5.3	5.3	4.2	4.5	4.9	1.7	4.3
	Incendie d'entrepôt	4.6	4.6	3.8	4.1	4.2	1.1	3.8
Macro	Crise politique	4.6	4.6	4.6	4.8	4.3	3.5	4.4
	Crise financière	4.4	4.4	4.1	6.5	4.0	5.3	4.8
	Racket	-	-	4.3	6.1	3.8	3.5	4.4
Personnes	Accident personnel	6.5	6.5	5.5	5.9	4.4	1.1	4.9
Moyenne par acteu		5.5	5.5	3.6	4.8	4.2	3.3	-

à ces cultures.

- Renforcer les conseils techniques et les services de soutien dans les deux secteurs, en mettant l'accent sur la résilience des systèmes de culture.
- Relever les défis climatiques et phytosanitaires qui pèsent sur la production de maïs et d'arachides, il est indispensable de mettre l'accent sur l'amélioration



...ENCADRÉ 16

des conseils techniques fournis par les institutions gouvernementales compétentes et les systèmes de soutien au sein des deux sous-secteurs

4. Promouvoir les organisations de producteurs. Pour faire face aux risques commerciaux immédiats et renforcer la résilience à long terme des exploitations agricoles et de la filière face aux incertitudes de la production et des institutions, il est impératif de renforcer les organisations de producteurs engagés dans les deux secteurs.
5. Renforcer la fourniture d'informations agricoles, agrométéorologiques et commerciales basées sur les TIC. La gestion efficace des risques de production et de marché dépend de l'accessibilité de l'information. Avec l'avènement des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le processus de collecte d'informations est devenu plus rapide et plus rentable. Le suivi des variations des précipitations, de la pression des parasites ou des prix ne nécessite plus le déploiement de nombreux enquêteurs dans des régions éloignées. En revanche, il est possible d'y parvenir à moindre coût en établissant des réseaux d'informateurs ruraux et en encourageant les groupes de discussion et d'échange d'informations entre les producteurs.
6. Développer l'épargne rurale numérisée et rémunérée. L'épargne sert d'outil transversal de gestion des risques pour les deux filières. Dans les contextes où l'extrême vulnérabilité entrave le remboursement des projets axés sur le crédit, il est essentiel de donner la priorité à la mise en place d'un volet épargne pour établir les bases d'un programme d'inclusion financière durable.

Stratégies spécifiques de gestion des risques

7. Partenariats entre groupes de producteurs et transformateurs de maïs. Comme nous l'avons vu précédemment, les producteurs et les transformateurs sont les maillons les plus vulnérables de la filière maïs. La réduction des risques pour les deux parties nécessite la mise en place de partenariats adaptables et flexibles adaptés à la gestion des risques.
8. Introduction de l'assurance performance indexée dans le cadre du processus contractuel — Maïs. À l'échelle des pays en développement, l'assurance indexée a fait ses preuves, en particulier dans le domaine de l'agriculture contractuelle associée à des crédits d'intrants pour les producteurs. La prime d'assurance constitue un mécanisme précieux pour atténuer le risque de non-paiement par les acheteurs qui financent à l'avance les intrants. Toutefois, la promotion et la collecte des primes d'assurance par l'acheteur constituent un défi de taille pour les assureurs. Partenariats producteurs-exportateurs-transformateurs — Arachide.
9. Dans le secteur de l'arachide, les exportateurs jouent actuellement un rôle plus important que les producteurs. Compte tenu de cette dynamique, les exportateurs peuvent se montrer plus enclins à établir des partenariats contractuels avec les organisations de producteurs, dans le but de garantir des volumes et une qualité de produit conformes à leurs exigences. Toutefois, en cas de projets de transformation industrielle de l'arachide, il est possible de soutenir des partenariats entre les organisations de producteurs et les transformateurs.



Tunisie

- 

01
Engagement
et mise en place
- 

02
Évaluation et priorisation
des risques agricoles
- 

03
Évaluation et
conception de l'outil
- 

04
Soutien à la
mise en œuvre



Le 12 janvier 2023, une réunion a eu lieu entre un représentant du Secrétariat de la PARM et le ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime, représenté par le Professeur Abderraouf Laajimi, Directeur général du Financement des Investissements et des Organismes Professionnels (DGFIOP). L'objectif était de présenter la PARM et ses services au gouvernement tunisien, en soulignant les objectifs de PARM Horizon 2 (2019-2025).

À l'issue de la réunion, le ministère a donné un aperçu de l'état actuel des risques agricoles dans le pays et a partagé les initiatives prises par le gouvernement tunisien pour la résilience contre ces risques, exprimant son optimisme quant à l'implication de la PARM dans le soutien des efforts de résilience en cours.

Du 13 au 16 mars 2023, la PARM a engagé une série de rencontres avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers (coopération suisse, coopération néerlandaise, BERD, FAO, BM, BAD, AICS, AFD et UE).

L'objectif était de susciter l'intérêt des partenaires de développement de la Tunisie

pour qu'ils participent et contribuent au processus PARM. En outre, les étapes clés du processus de la PARM dans le pays ont été partagées au cours de ces discussions.

La formalisation de l'intervention de la PARM en Tunisie a commencé avec la signature du mémorandum le 1er avril 2023.

Depuis lors, la PARM a lancé la première phase d'évaluation des risques agricoles avec l'orientation du gouvernement d'envisager une évaluation des risques agricoles qui utilise l'optique de la filière, qui sera étayée par la nouvelle méthodologie de la PARM qui évalue les risques agricoles tout au long de la filière du blé et des olives, respectivement une culture alimentaire pour la sécurité et la nutrition ainsi qu'une culture d'exportation. Les deux cultures s'alignent sur les priorités agricoles du pays. Les termes de référence (TDR) de l'étude développée par la PARM ont reçu les contributions et l'approbation du gouvernement tunisien. L'équipe d'experts qui mènera l'étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole a été mise en place et les résultats préliminaires sont attendus pour le premier trimestre 2024.

Prochaines étapes

Finaliser l'étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole, partager les résultats préliminaires avec les principales parties prenantes pour obtenir leur contribution et l'approbation du gouvernement, pour développer le projet d'investissement de la GRA tout en maintenant le dialogue en cours avec les PTF.



© PARM

Burundi



Le gouvernement du Burundi, ayant reconnu le mandat de la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), a fait part de son intérêt pour les services d'assistance technique de la PARM. L'objectif est de renforcer l'intégration de la gestion des risques agricoles dans les politiques, les capacités institutionnelles et les investissements de développement durable au Burundi.

Le 2 novembre 2022, le gouvernement du Burundi a officiellement demandé au président du Fonds international de développement agricole (FIDA) de mobiliser l'expertise et les ressources de la PARM dans le pays. Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'engagement du Burundi à réduire, transférer et s'adapter aux risques agricoles. Par la suite, le 3 juillet 2023, les bailleurs de fonds de la PARM ont approuvé la demande du Burundi. Le Secrétariat a officiellement notifié cette décision au gouvernement le 7 août 2023. En septembre 2023, la PARM a organisé une mission de mise en place au Burundi au cours de laquelle la PARM a engagé des séances de travail productives avec des représentants clés du gouvernement, y compris le ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MINEAGRIE), le secrétaire permanent du MINEAGRIE, le directeur général de la planification, de l'utilisation des terres, de

l'irrigation et de la protection du patrimoine foncier au MINEAGRIE, ainsi que le secrétaire permanent du ministère des Finances, du Budget et de la Planification économique. En outre, les discussions ont impliqué le Directeur général de la Banque Nationale pour le Développement économique (BNDE) et le Directeur général de la Société d'Assurance du Burundi (SOCABU). Notamment, ces deux dernières institutions sont des entités privées avec de grandes parts de capitaux publics. Les hauts fonctionnaires ont réitéré une fois de plus leur vif intérêt pour l'assistance technique de PARM et se sont engagés à soutenir étroitement PARM dans sa mission au Burundi.

En outre, en collaboration avec MINEAGRIE, la mission PARM a organisé des séances de travail avec les partenaires techniques et financiers (PTF) pour évaluer leur intérêt et leur soutien à l'initiative PARM au Burundi. La délégation de l'Union européenne au Burundi (UE), l'agence de coopération belge (ENABEL), l'agence de coopération française à l'ambassade de France au Burundi, l'Agence française de développement (AFD), l'agence de coopération néerlandaise à l'ambassade des Pays-Bas au Burundi et la Banque africaine de développement (BAD), entre autres, ont manifesté un vif intérêt pour le processus

PARM et l'assistance technique qu'il offre. Les termes de référence pour l'évaluation des risques agricoles dans trois filières clés — maïs, riz et lapins — ont été élaborés, partagés et officiellement approuvés par le gouvernement. La PARM, en utilisant le processus de passation de marchés du FIDA, a engagé par contrat Nitidæ, une organisation internationale à but non lucratif, pour la réalisation des études d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole. Nitidæ est spécialisée dans la conception et l'exécution de projets qui intègrent la conservation de l'environnement et l'amélioration des économies locales. Elles y parviennent en s'appuyant à la fois sur leur expertise interne et sur des partenariats stratégiques, favorisant ainsi une interface d'innovation pour des solutions intégrées dans les zones rurales. Leurs projets couvrent divers secteurs tels que les forêts, les filières et le secteur privé.

Prochaines étapes

Réaliser l'étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole, concevoir un projet d'investissement en GRA et soutenir le gouvernement dans la mobilisation des ressources.



© PARM

Ghana

-  **01** Engagement et mise en place
-  **02** Évaluation et priorisation des risques agricoles
-  **03** Évaluation et conception de l'outil
-  **04** Soutien à la mise en oeuvre



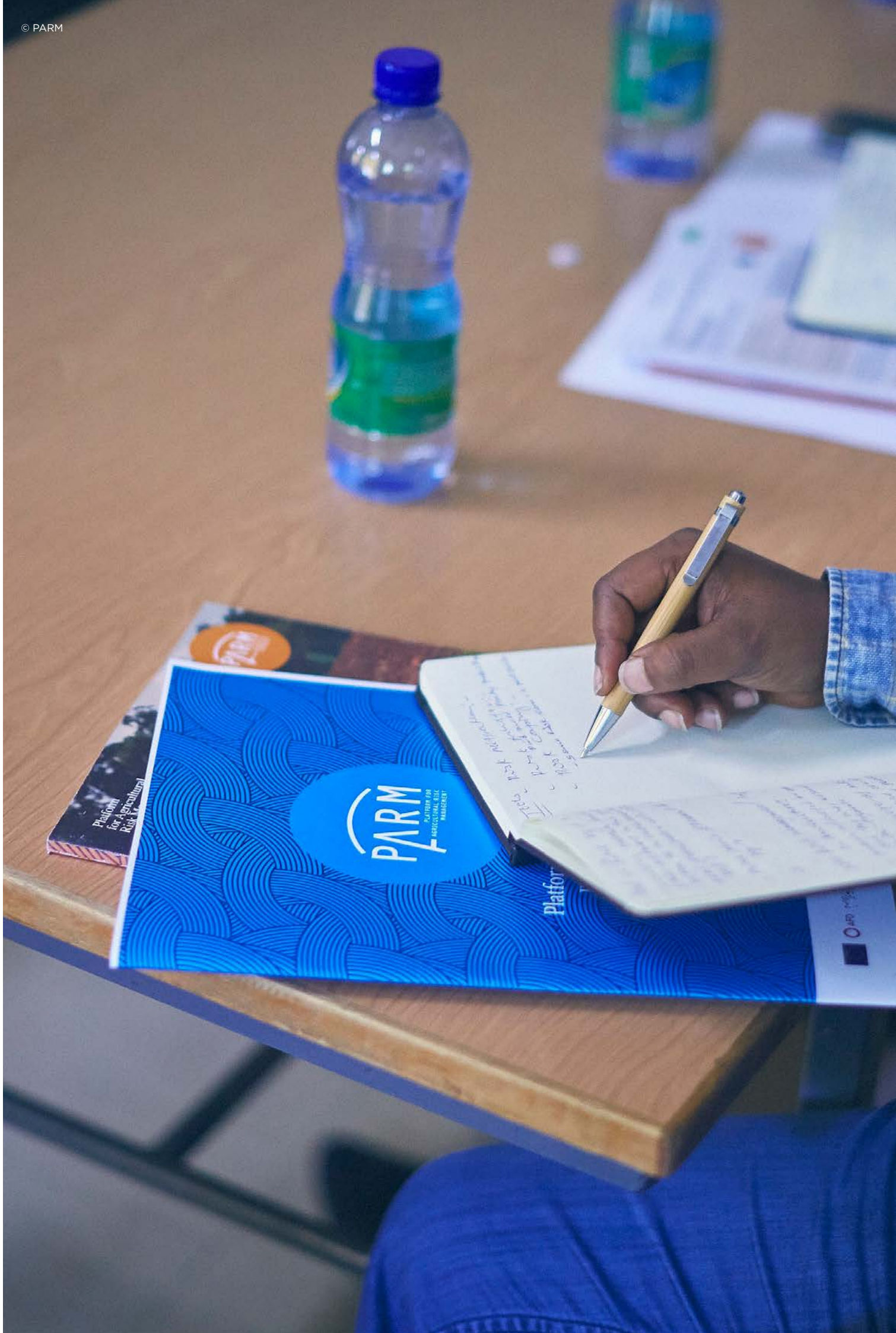
Le gouvernement du Ghana, reconnaissant le mandat de la PARM, a manifesté un vif intérêt pour les services d'assistance technique offerts par PARM. L'objectif est de faciliter l'intégration transparente de la gestion des risques agricoles dans les politiques, les capacités institutionnelles et les investissements du Ghana en matière de développement durable.

Le 24 août 2023, le gouvernement du Ghana a officiellement communiqué avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour demander la mobilisation de l'expertise et des ressources de PARM afin de soutenir l'engagement du Ghana à réduire, transférer et s'adapter aux risques agricoles.

Tout au long du dernier trimestre 2023, la PARM, en étroite collaboration avec le bureau national du FIDA, a mené des discussions avec le gouvernement du Ghana pour la formalisation des opérations de PARM dans le pays en rédigeant le memorandum.

Prochaines étapes

Suivi de la signature de l'aide-mémoire par les deux parties. Une fois celui-ci signé, la PARM poursuivra une évaluation rapide des risques afin d'éclairer la conception d'un projet d'investissement dans la GRA, ainsi que la poursuite et l'élargissement des dialogues en cours avec les PTF.



3. Financement du programme

3.
Finan-
cemen-
t
du pro-
gram-
me



3.1. Rapport financier de PARM H2 2019-2023 établi par le FIDA

En réponse à une demande émanant de la division financière du FIDA, le Secrétariat a adopté une nouvelle approche en matière de rapports budgétaires afin d'assurer la synchronisation et l'alignement de tous les rapports financiers relatifs aux facilités financées par des fonds supplémentaires hébergés par le FIDA. Comme cela a déjà été le cas en 2022, la PARM présente ses résultats liés au budget sur une base annuelle, à partir de la 9^e réunion du Comité de Pilotage. Cette méthode influencera aussi la périodicité des réunions du comité de pilotage puisqu'elle sera alignée sur le calendrier de publication du rapport financier du FIDA.

Cette section présente le dernier rapport financier de la PARM H2 (tableau 1) compilé et publié par la Division des finances et du contrôle du FIDA. Le rapport comprend toutes les dépenses vérifiées et les engagements pris par le Secrétariat depuis le lancement de la PARM Horizon 2 en 2019 jusqu'en décembre 2023.

Les dépenses et engagements réels cumulés de la PARM de 2019 au 31 décembre 2023 ont atteint un montant brut total de 6 432 879 EUR. Il est nécessaire de souligner que ce rapport prend toujours en considération le budget original de la PARM H2 malgré le fait que le Comité de Pilotage, à l'occasion de sa 8^e réunion, a approuvé un nouveau budget pour une valeur brute totale de 9 905 927 euros. Le nouveau budget approuvé lors de la 8^e réunion du comité de pilotage sera inclus dans les prochains rapports financiers une fois que l'extension sans frais de l'accord avec la CE, actuellement en cours de finalisation, sera formalisée.

Dans une perspective différente, compte tenu du nouveau budget global approuvé, au 31 décembre 2023, la PARM a atteint 65 % de l'exécution du budget sur la base des dépenses et des engagements réels et 71 % par rapport aux fonds nets reçus, qui s'élèvent à 8 400 812 EUR. Les tableaux 2, 3 et 4 présentent plus en détail les contributions au PARM par donateur, les fonds reçus et l'exécution du budget au 31 décembre 2023.

La période entre fin 2019 et 2023 a été affectée par de multiples crises mondiales et nationales rendant l'exécution des activités de la PARM très difficile (à savoir la pandémie de COVID-19, les conflits russo-ukrainiens et de la bande de Gaza, les coups d'État au Niger et au Burkina Faso ainsi que la tension politique générale dans la région du Sahel impliquant certains bailleurs de fonds de la PARM).

Au cours de la période 2019-2023, ces défis ont incité le Secrétariat à trouver des moyens alternatifs de procéder à la planification des activités au niveau des pays en capitalisant sur :

1. **Outils d'agrégation à distance** : certains événements ont eu lieu via des plateformes en ligne, ainsi que des réunions stratégiques avec des homologues clés dans les pays clients.
2. **Recrutement d'officiers de liaison de haut niveau au niveau national** : ce qui a permis au Secrétariat de maintenir et d'intensifier les relations avec les homologues nationaux.

Contrairement aux années 2020 et 2021, qui ont été fortement impactées par la pandémie de COVID-19, comme ce fut le cas pendant une partie des années 2022, 2023 a définitivement marqué le retour aux activités pré-pandémiques, permettant à la plateforme de mettre en œuvre son programme sur le terrain comme prévu, en maintenant la combinaison avec le soutien à distance (c'est-à-dire les activités de renforcement des capacités, les réunions, etc.). Les activités mondiales et régionales (G20, gestion des connaissances et le renforcement des capacités, études et conception) ont suivi le plan avec un certain retard au Niger, au Burkina Faso et au Sénégal pour la réalisation des projets de conception de la GRA.

TABLE 1
Rapport financier pour PARM Horizon 2, au 31 décembre 2023

Composante / Bénéficiaire de la subvention 2 / Catégorie de dépenses	Budget total	Montant cumulé des dépenses	Engagements	Total Dépenses et Engagements	Solde
A. Total des dons - coûts directs afférents	-	-	-	-	-
Communication et campagnes de promotion	561 361	289 982	24 662	314 645	246 716
Assistance technique, supervision, soutien à la mise en oeuvre	6 563 993	2 925 232	464 662	3 389 894	3 174 099
Renforcement des capacités, gestion des connaissances et suivi et évaluation	1 557 071	452 359	32 872	485 231	1 071 840
Études et consultations	4 371 341	2 128 315	431 789	2 560 104	1 811 237
Frais de voyage	635 581	344 558		344 558	291 023
Coût du personnel affecté au projet	2 759 732	1 839 632	420 525	2 260 157	499 575
Assistant administratif	365 255	223 997	75 468	299 465	65 790
Spécialiste de la gestion des connaissances, de la communication et des partenariats	726 507	553 650	42 510	596 160	130 347
Spécialiste technique principal	989 515	723 027	223 600	946 627	42 888
Spécialiste technique	678 455	338 959	78 947	417 905	260 550
B. Total des coûts directs pour le FIDA	9 885 086	5 054 847	909 849	5 964 695	3 920 391
C=(A+B) Total des coûts directs	9 885 086	5 054 847	909 849	5 964 695	3 920 391
D. Provision pour imprévus (max. 5% des coûts directs)	-	-	-	-	-
E= (C+D) Total des coûts directs admissibles	9 885 086	5 054 847	909 849	5 964 695	3 920 391
F. Coûts indirects (frais de gestion du FIDA)	775 905	396 767	71 416	468 184	307 721
G=(E+F) Total des coûts admissibles	10 660 991	5 451 614	981 265	6 432 879	4 228 112

TABLE 2

Contributions à la PARM par bailleur de fonds, au 31 décembre 2023 (EUR)





Bailleurs de fonds	Contribution (montant brut)	Frais de gestion	%
Italie 	2 675 926	144 000	8%
AFD 	4 400 000	352 000	8%
EC 	2 000 000	140 000	7%
FIDA 	686 286	-	-
Total	9 762 212	636 000	-

TABLE 3

Fonds reçus par bailleur de fonds, au 31 décembre 2023 (EUR)






Bailleurs de fonds	Contribution (montant brut)	Frais de gestion	%
Italie 	2 675 926	144 000	8%
AFD 	4 400 000	352 000	8%
EC 	1 220 000	85 400	7%
FIDA 	686 286	-	-
Total	8 982 212	581 400	-

TABLE 4
Exécution du budget au 31 décembre 2023 (EUR)

	Total du budget PARM	Fonds reçus
Budget total Brut	9 905 927	8 982 212
Frais de gestion du FIDA (MGF)	706 074	581 400
Budget Total Net	9 199 853	8 400 812
Dépenses réelles Nettes	5 054 847	5 054 847
% exécution du budget basé sur les réalisations Net	55%	60%
Engagements	909 849	909 849
Dépenses réelles + engagements	5 964 696	5 964 696
Total des fonds disponibles au 31 décembre 2023	3 235 157	2 436 117
% d'exécution du budget sur la base des réalisations + engagements nets	65%	71%

4. Voie à suivre et enseignements tirés

Voie à
suivre
et En-
seigne-
ment



Bien que la pandémie ait affecté la plupart des plans d'action de la PARM de 2019 à 2021, les activités ont été « normalement » réalisées en 2022 et 2023 malgré les répercussions dues aux conflits mondiaux et à l'instabilité politique au Niger et au Burkina Faso. Toutefois, le secrétariat et ses partenaires (en particulier les prestataires de services) ont continué à exécuter le plan annuel par le biais de réunions virtuelles, du renforcement des agents de liaison de la PARM dans les pays, ainsi que de l'implication des bureaux nationaux des membres du comité de surveillance dans les discussions quotidiennes avec les partenaires stratégiques de la PARM. En effet, grâce au retour au calme, la PARM a intensifié les activités sur le terrain et l'organisation d'actions globales, régionales et nationales également en 2023.

L'intégration de la stratégie d'égalité des sexes de la PARM dans les opérations nationales (tant dans le domaine technique que dans celui de la gestion et du développement des connaissances) s'est traduite par une augmentation du nombre de femmes impliquées. La nouvelle méthodologie d'évaluation et de hiérarchisation des risques agricoles tout au long de la filière a été expérimentée à Madagascar et étendue au Burundi ainsi qu'à la Tunisie. Il s'agit d'un nouveau service stratégique et technique offert aux clients et partenaires de la PARM. L'expérience acquise au cours de la conception des projets d'investissement dans la phase H2 de la PARM a été un processus d'apprentissage, qui a permis de tirer un certain nombre d'enseignements sur la voie à suivre.

Bien que des résultats prometteurs aient été obtenus en termes de mobilisation de ressources pour les projets conçus par PARM (Madagascar, Éthiopie...), cet aspect du processus global nécessite encore beaucoup de temps, principalement en raison des mécanismes financiers complexes de certains donateurs, du manque de ressources (fonds d'amorçage) pour au moins lancer la phase de démarrage des projets et, dans certains cas, des tensions politiques entre le gouvernement et les donateurs. Afin de soutenir la conception des projets d'investissement dans la GRA, la PARM a mis en place des équipes de conception, une unité technique et une capacité institutionnelle de KM-RC au sein du secrétariat de la PARM.

La nouvelle approche KM/RC intégrée dans le processus national a renforcé le processus déjà participatif, permettant une meilleure implication d'un plus grand nombre de partenaires. Cette démarche a permis de construire et de capitaliser les connaissances dans les pays afin d'éclairer le processus PARM et la conception des programmes. Cela a permis d'améliorer la prise en compte des résultats de l'étude et, plus important encore, l'appropriation des projets/programmes par les gouvernements et les autres parties prenantes sur le terrain. L'investissement de la PARM dans le renforcement des capacités est adapté aux besoins des pays et se concentre sur le soutien aux parties prenantes actives dans le développement des capacités et les oblige à concevoir et à intégrer le programme d'enseignement de l'ARM

dans les activités. Cette approche du développement des capacités axée sur la demande a commencé à être exécutée à partir de 2022.

La PARM espère tirer parti de cette approche et en tirer des enseignements l'année prochaine. La phase pilote de l'INST lancée au Burkina Faso et à Madagascar. Avec son unité technique, le Secrétariat a entamé une réflexion sur la prochaine phase de PARM (2026-2030), alignée sur l'agenda 2030 des ODD et avec un objectif clair de réduire les risques d'investissement, de lier davantage la PARM au changement climatique et de cibler différents clients (y compris le secteur privé, les donateurs, etc.) afin de soutenir les gouvernements. Son alignement sur les priorités du FIDA (biodiversité, fragilité et secteur privé) et sur les mécanismes de financement des membres du SC PARM représente un nouvel élément qui définira le nouveau modus operandi de l'Horizon 3 de la PARM.

De plus, l'exécution d'INSURED (2018-2023) a démontré les synergies potentielles avec PARM, potentiellement liées à l'ensemble des services et de l'expertise offerts par la plateforme à ses clients, dont la demande d'assistance technique en matière d'assurance a augmenté. Dans ce contexte, l'ASDI (Agence suédoise de coopération internationale au développement) a réitéré son intérêt pour l'extension du programme (idéalement 2024-2030) avec l'intention d'ouvrir le partenariat à d'autres donateurs, y compris les membres du comité de suivi de la PARM. Le concept d'INSURED II a été soumis à l'ASDI.

Aperçu

Rapports annuels

- Rapport annuel de PARM 2022
Juillet 2023

Rapports pays

- Rapport final du Burkina Faso – PARM Horizon 2
Juin 2023
- Rapport final de l'Éthiopie – PARM Horizon 2
Juin 2023
- Rapport final du Niger – PARM Horizon 2
Juin 2023
- Rapport final du Sénégal – PARM Horizon 2
Juin 2023

Autres notes d'information

- Résumé du programme PARM
Décembre 2023
- Résultats de PARM au Sahel
Avril 2023

Rapports de Conception du Projets

- Burkina Faso : Projet de gestion des risques agricoles pour la résilience face aux aléas du climat et du marché
Novembre 2022
- Éthiopie : Développement des Capacités pour la Gestion des Risques agricoles
Février 2022
- Niger : Projet de Réduction des Risques du Marché
Mars 2023
- Sénégal : Projet de Gestion des Risques agricoles pour une Agriculture durable
Juin 2023

Évaluation externe

- Évaluation externe à Mi-Terme PARM Horizon 2
Décembre 2023

Études

AVC-RAS

- Agricultural Risk Assessment in the Madagascar maize and groundnut value chains
September 2023
- Capacity building investment plan on Agricultural Risk Management
November 2023
- Évaluation des Risques agricoles dans le secteur du maïs et de l'huile de palme à Madagascar - filières de l'arachide
Septembre 2023
- Plan d'investissement pour le renforcement des capacités en matière de gestion des risques agricoles
Novembre 2023

Notes d'information

Profils des pays

- Madagascar | Profil de risque agricole
Octobre 2023
- Niger | Profil de risque agricole
Mars 2023

Vidéos

- PARM Stories Challenge: vidéos gagnantes
Décembre 2023
- PARM Stories Challenge: vidéo promotionnelle
Septembre 2023
- Madagascar: Présentation des résultats préliminaires de l'étude d'évaluation des risques de la chaîne de valeur agricole
Mai 2023

**Toutes nos publications
sont disponibles dans notre
bibliothèque en ligne.**



<http://p4arm.org/library/>

PARM sur YouTube



<https://www.youtube.com/channel/UC6EBHdMdCVo0jIBu0xeIJIA>




Gérer les risques pour améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs



**Plateforme
pour la Gestion
des Risques Agricoles**

**Fonds international
de développement agricole (FIDA)**

 Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy)

 parm@ifad.org

 www.parm.org

 [@parminfo](https://twitter.com/parminfo)